Subir les discours haineux:

Responses, stratégies d'adaptation et interventions

Recueil

Smart for Democracy and Diversity

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

Table des matières

Auteurs et remerciements..... 3
Introduction..... 4

I. Terminologie et perspective

Problèmes liés aux définitions..... 9
La perspective négligée..... 10

II. Contextes de discours de haine

Qui est visé?..... 17
Infobox: Qu'est-ce que l'intersectionnalité?..... 19
Contextes - Quand et où..... 22

III. Réponses et stratégies d'adaptation

Réponses immédiates..... 28
Stratégies d'adaptation à long terme..... 34
Auto-organisation et responsabilisation..... 39

IV. Interventions et soutien

Infrastructures de soutien disponibles..... 44
Une assistance institutionnelle peu utile..... 46
Intervention (non-)individuelle..... 49
Tragédie de la non-intervention : Recueil de citations..... 50

V. Conclusions

Recommandations de la base..... 52
Réponses et stratégies d'adaptation..... 53
Interventions : Besoins, souhaits et bonnes pratiques..... 56
Réponses et stratégies d'adaptation..... 59
Interventions : Interventions à éviter et mauvaises pratiques..... 60

Annexe

I. Recommandations de l'étude Art. 1 Midden Nederland en 2020... 63
II. Recommandations du rapport de la commission Jo Cox, 2017..... 66

Auteurs et remerciements

Merci !

Les auteurs :

Conception de la recherche, coordination et analyse des données:
Bob Kuřík, Jan Charvát, Marie Heřmanová *(Université Charles de Prague)*

Auteurs des rapports nationaux :

Allemagne: Jesper Schulze, Julia Sterk, Ngoc Minh Luong
Les Pays-Bas: Willeke van Staalduinen, Javier Ganzarain, Sandra de Clonie
Italie: Sérgio Andreis, Angela Pagano
Portugal: Carina Dantas, Flávia Rodrigues, Luís Dias
République tchèque: Marie Heřmanová, Jan Charvát, Bohuslav Kuřík

Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées dans le cadre de cette étude qui ont aimablement accepté de partager leur histoire avec nous. Leurs noms et certaines de leurs caractéristiques ont été modifiés afin de protéger leur anonymat et d'assurer leur sécurité.

Nous tenons également à remercier les experts et les praticiens qui nous ont fourni des informations précieuses sur les spécificités nationales des définitions, des cas et des impacts du discours de haine.

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

Ce compendium a été créé dans le cadre du projet "Smart for Democracy and Diversity" financé par Erasmus +.

Introduction

Pour de nombreux citoyens européens, juin 2021 a été le mois du football. Le championnat de l'EURO 2020 était l'un des premiers événements sportifs à se dérouler après plus d'un an de stades vides et de fans de sport confinés chez eux sans pouvoir participer à leur activité favorite. Le spectacle des supporters se rassemblant dans les villes européennes et se réjouissant des victoires de leurs équipes devait être joyeux - et il l'a été en grande partie, même au milieu de toute l'incertitude entourant les éventuelles nouvelles infections au COVID-19. Par ailleurs, juin 2021 a également été le mois au cours duquel le gouvernement hongrois, dirigé par Viktor Orbán, premier ministre, chef du parti au pouvoir, le Fidesz, et l'un des principaux partisans de la "démocratie illibérale" en Europe, a adopté une loi controversée interdisant la représentation des questions LGBTQ+ dans les manuels scolaires hongrois, sous prétexte de protéger les élèves contre la pédophilie et la sexualisation. L'adoption de cette loi n'a surpris personne, compte tenu de l'évolution politique à long terme de la Hongrie et de son évolution lente mais constante vers une société populiste, conservatrice et autoritaire. Cependant, davantage de personnes suivent le football que les développements politiques en Europe de l'Est, et c'est ainsi que la loi hongroise anti-LGBTQ+ est devenue largement connue et discutée.

Dans une série d'événements qui ont commencé par des supporters de football hongrois brandissant des banderoles homophobes pendant le match de leur équipe nationale contre le Portugal au stade Puska de Budapest [1], suivis par des huées contre des joueurs irlandais pour avoir "posé le genou", un geste largement interprété comme antiraciste et effectué par de nombreuses équipes au début de leurs matchs en soutien au mouvement *Black Lives Matter* [2], et peut-être le point culminant (mais pas le point final) de la querelle autour du drapeau arc-en-ciel projeté sur l'Allianz Arena à Munich, en Allemagne, l'EURO2020 a cessé d'être uniquement une affaire de football pour devenir un événement politique.

[1] https://www.theguardian.com/football/2021/jun/16/uefa-receive-report-on-homophobic-banner-at-hungary-v-portugal-match

[2] https://www.bbc.com/news/explainers-53098516

Photo by Clay Banks on Unsplash

Introduction

Ces événements reflètent les tensions et les conflits culturels profondément ancrés autour du racisme, de la discrimination et des droits des minorités. Lorsque les joueurs noirs et musulmans de l'équipe nationale d'Angleterre ont été insultés sur les médias sociaux après leur défaite aux tirs au but en finale contre l'Italie, la ministre britannique de l'intérieur, Priti Patel, a pris la parole sur Twitter pour condamner les insultes (et est devenue elle-même la cible de personnes qui lui reprochaient d'être hypocrite parce qu'au début du mois, elle avait critiqué le geste de s'agenouiller comme étant trop politique).

Les événements et les discussions animées qui ont entouré la politisation des matches de l'EURO 2020 ont permis de dégager plusieurs enseignements. La plus visible est peut-être la suivante : en ce début de 21estsiècle, l'Europe a toujours un problème de discrimination et de racisme. Bien que le continent abrite tant de personnes différentes, de toutes les couleurs de peau, orientations sexuelles, sexes, nationalités et origines ethniques (et si vous êtes talentueux, vous avez une chance d'intégrer une équipe nationale de football), tout le monde ne bénéficie pas des mêmes opportunités et, surtout, tout le monde n'est pas traité de la même manière. Les joueurs noirs et issus de minorités sont traités différemment et peuvent être victimes d'une quantité effroyable d'abus en ligne, de discours haineux et de menaces dès qu'ils perdent (même si tout le monde perd parfois au football ou dans tout autre sport). Une autre leçon importante à retenir est la suivante : si vous êtes la cible d'actes de haine et d'abus et que vous êtes un joueur de football célèbre, des milliers de personnes et peut-être même le ministre britannique de l'intérieur et le président de l'UEFA vous défendront peut-être, au moins en paroles, sinon en actes.

Cependant, si c'est ce qui a tendance à arriver aux personnes privilégiées, qu'en est-il de tous les autres ?

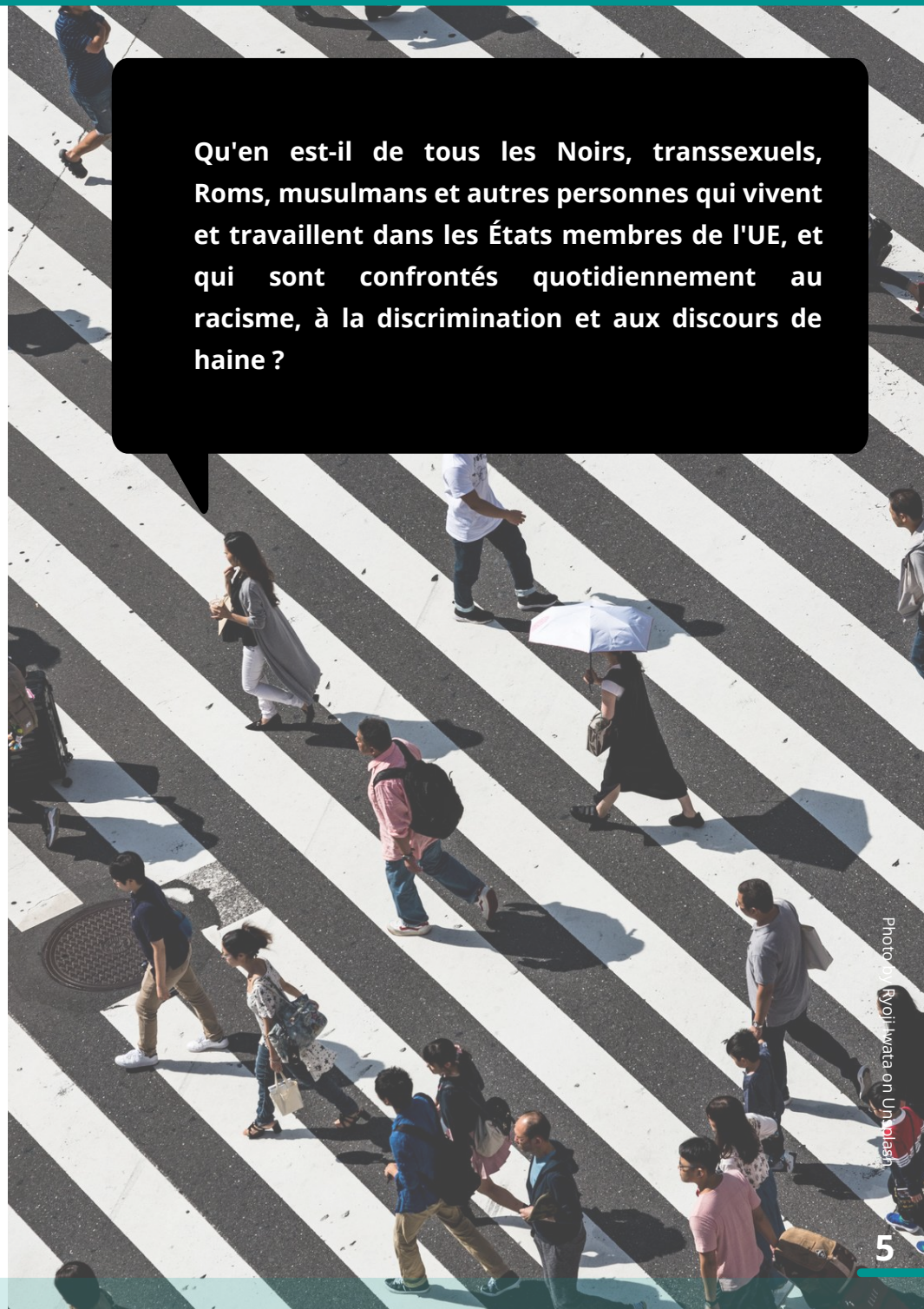


Photo by Ryoji Iwata on Unsplash

Introduction

Selon le BIDDH, en 2019, 7 278 attaques de crimes de haine ont été signalées dans l'UE, dont près de la moitié (3 026) étaient liées au racisme et à la xénophobie [3]. Comme la plupart de ces attaques ne sont pas arrivées à des personnes célèbres, la plupart d'entre elles n'ont pas atteint les premières pages des grands médias européens. Elles n'ont même pas fait les gros titres des médias locaux. En fait, les chiffres ci-dessus sont trompeurs, car la plupart des attaques de discours de haine ne parviennent même pas aux autorités pour être comptabilisées dans les statistiques, car elles ne sont jamais signalées. Pourtant, elles ont bien lieu et sont le lot quotidien de milliers d'habitants européens. L'objectif de ce compendium est de raconter les histoires qui sont rarement incluses dans les statistiques et qui sont parfois même difficiles à définir comme discours ou crimes de haine, car leur caractère est insaisissable. Elles n'en sont pas moins graves et menaçantes pour ceux qui en sont les protagonistes, car elles affectent leurs vies. Les discours et les crimes haineux, aussi problématiques que soient leurs définitions, sont des questions largement débattues.

La Commission européenne elle-même signale que les discours et les crimes haineux sont en augmentation constante depuis dix ans[4], et reconnaît qu'ils

"...empoisonnent les sociétés en menaçant les droits individuels, la dignité humaine et l'égalité, en renforçant les tensions entre les groupes sociaux, en perturbant la paix et l'ordre publics et en mettant en péril la coexistence pacifique. Ils affectent la vie privée, voire la vie et l'intégrité physique des victimes dans le cas de crimes violents. Ils stigmatisent et terrifient des communautés entières. Ils érodent la cohésion sociale, la solidarité et la confiance entre les membres de la société. Les discours de haine bloquent le débat public rationnel, sans lequel aucune démocratie ne peut exister ; ils conduisent à un abus de droit qui met en péril l'État de droit."

[3] https://hatecrime.osce.org/infocus/2019-hate-crime-data-now-available

[4] https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU(2020)655135_EN.pdf

Introduction

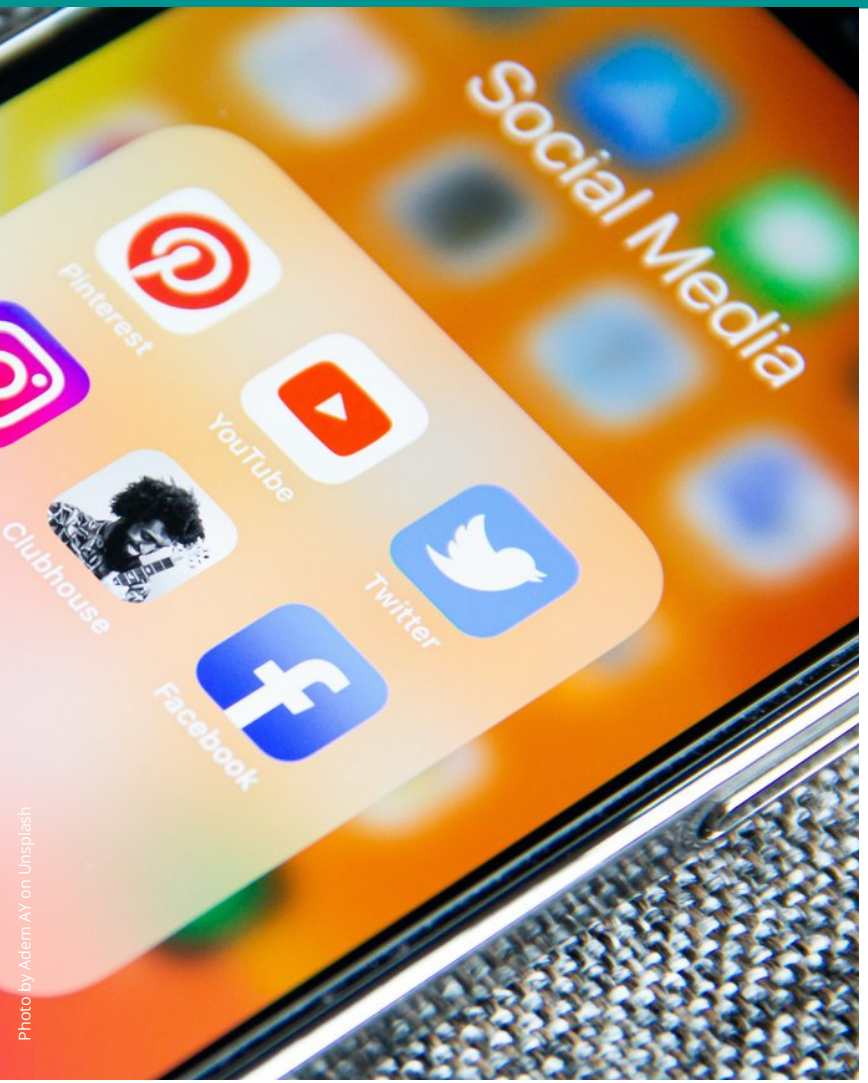


Photo by Adem AY on Unsplash

Les raisons pour lesquelles les discours et les crimes haineux sont en hausse sont multiples et varient en fonction des contextes locaux et nationaux. La soi-disant « crise migratoire » qui a polarisé l'Europe en 2015 a joué un rôle important car elle a posé un défi largement perçu comme sans précédent. Néanmoins, comme l'ont montré de nombreux chercheurs et analystes [5], dans de nombreux cas, la crise migratoire n'a fait que servir de catalyseur à des tendances antidémocratiques qui l'avaient précédée de longue date. Le cas de la Hongrie, où le Premier ministre Orbán a réussi à consolider sa position de sauveur de la nation en refusant de traiter les réfugiés comme des êtres humains, est peut-être l'exemple le plus frappant de ces tendances [6]. Toutefois, l'expression "tournant illibéral" a été inventée bien avant cela, en 1997, par le journaliste et penseur américain Fareed Zakaria. Aux Pays-Bas, par exemple, les tendances islamophobes ont proliféré après les attentats du 11 septembre [7] et ont culminé autour d'événements historiques tels que le meurtre du réalisateur Theo Van Gogh [8] en 2004. La récente augmentation significative des cas de discrimination a été observée pendant l'ère du populiste de droite Geert Wilders. Les registres officiels du ministère néerlandais de l'intérieur montrent une augmentation stupéfiante de 63,9 % des cas de discrimination signalés en 2014, lorsque Wilders a fait campagne pour les élections locales [9]. Bien que les discours de haine sont produits régulièrement dans la vie « réelle » (non virtuelle), les espaces en ligne, en particuliers les médias sociaux, sont un nouveau territoire où les situations et les dynamiques de discours de haine prolifèrent.

En République tchèque, par exemple, les contenus racistes et discriminatoires sont souvent diffusés à partir de sites web de propagande liés à des fermes à trolls russes pro-Poutine qui ont acquis une influence considérable dans l'espace public pendant l'occupation russe de la Crimée et le violent conflit qui a suivi sur le territoire ukrainien. Dans les sociétés hyperconnectées d'Europe (et du reste du monde), la vitesse de communication sans précédent qui caractérise les plateformes de communication numérique a modifié à jamais le paysage médiatique et la façon dont nous communiquons les uns avec les autres.

[5] https://www.ingentaconnect.com/content/bup/gd/2019/00000009/00000001/art00021

[6] https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0268580920930591

[7] https://www.brookings.edu/research/the-biggest-problem-in-the-netherlands-understanding-the-party-for-freedoms-politicization-of-islam/

[8] https://web.archive.org/web/20070605110344/http://fra.europa.eu/fra/material/pub/muslim/Manifestations_EN.pdf

[9] https://www.rijksoverheid.nl/documenten/rapporten/2021/06/01/discriminatiecijfers-in-2020

Introduction

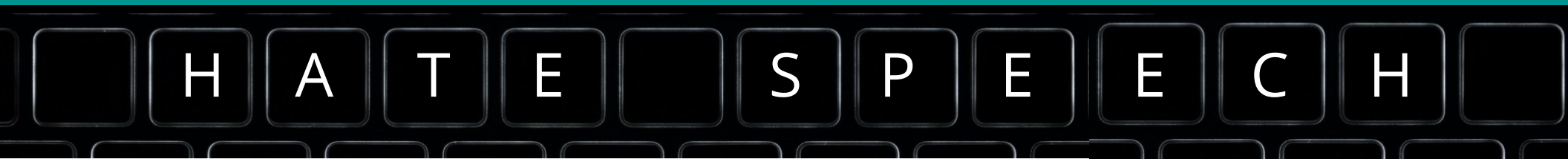
Si les sites de réseaux sociaux tels que Facebook ont incontestablement démocratisé le discours public et donné la parole à ceux qui ne pouvaient pas être entendus auparavant, ils ont également évolué dans une arène sauvage et non réglementée où les discours haineux et les contenus préjudiciables circulent librement et sans censure, et les législateurs nationaux et européens ont du mal à rattraper les superpuissances du capitalisme de plateforme. [10]

Toutefois, la plupart des informations disponibles, y compris les rapports susmentionnés, reposent sur des déclarations d'experts et des données statistiques. Dans la recherche appliquée et universitaire, l'accent est mis sur les auteurs de discours et de crimes haineux, c'est-à-dire sur leur identité, leurs motivations et les moyens de les empêcher de commettre des crimes. Les effets quotidiens de la discrimination, du racisme et du discours de haine, ainsi que leurs manifestations subtiles, insaisissables et pourtant omniprésentes, sont plus difficiles à saisir et à analyser. Pourtant, pour chaque joueur de football célèbre contraint de lire des insultes racistes sur sa timeline Twitter, il y a probablement des milliers de commerçants, d'infirmières, de mères au foyer, de défenseurs des droits de l'homme, d'étudiants et bien d'autres qui peuvent lire dans les journaux des insultes racistes visant des joueurs de football sur leur trajet matinal vers leur lieu de travail. Ce sont ces personnes qui, le même jour, peuvent entendre les mêmes insultes racistes ou des insultes similaires de la part de personnes inconnues, que ce soit à un arrêt de bus, dans un magasin ou sur leur lieu de travail.

De nombreuses personnes interrogées qui ont pris part à la recherche à la base de ce recueil parlent du racisme et du discours de haine comme d'événements quotidiens : ils entendent ou lisent des allégations tous les jours, et sont constamment pris pour cible dans les bus et les trains par la police, etc. Pour protéger leur vie privée, le témoignage de ces personnes sont restés anonymes dans ce recueil. Cependant, leurs histoires sont réelles, véridiques et vécues au quotidien. Les préjudices dont ils souffrent, les luttes qu'ils mènent, les changements de comportement qu'ils ont dû/doivent opérer pour rester sereins, et le sentiment d'être vulnérable et de ne jamais se sentir en sécurité sont également réels - et trouvent un écho dans toutes les histoires des cinq pays où nous avons collecté nos données (Allemagne, Pays-Bas, République tchèque, Portugal et Italie).

Photo by Linx Sales Solutions on Unsplash

[10] https://muse.jhu.edu/article/671987/summary



Problèmes liés aux définitions

Le discours de haine est défini dans la législation européenne [11] comme une incitation publique à la violence ou à la haine sur la base de certaines caractéristiques, notamment la race, la couleur, la religion et l'origine nationale ou ethnique. Alors que la décision-cadre concernant la lutte contre le racisme et la xénophobie ne couvre que les discours racistes et xénophobes, la majorité des États membres ont étendu leur législation nationale à d'autres motifs tels que l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le handicap. Les différentes mises en œuvre du Cadre entraînent toutefois des différences significatives dans la manière dont le discours de haine est défini, traité et poursuivi dans chaque État membre. En République tchèque, par exemple, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le handicap ne sont pas inclus dans la définition, ce qui rend l'attention des autorités de l'État (et celle des rapports d'experts également) beaucoup plus étroite que, par exemple, dans l'Allemagne voisine.

Les législations européennes et nationales utilisent cependant deux approches principales pour définir et poursuivre les discours et les crimes de haine. La première approche se concentre sur la personne visée et distingue par conséquent des termes tels que l'intimidation (visant des individus) ou la discrimination (visant des groupes). En revanche, l'autre approche est basée sur le contenu du discours lui-même (incitation à la violence ou à la haine).

Par conséquent, dans la plupart des cas, le discours et le crime de haine sont définis par la combinaison des deux, c'est-à-dire par l'identité de la victime (l'origine ethnique, le sexe, etc. étant la raison à la base de la haine) et par ce qui est dit/fait (incitation ou actes de violence).

Dans le débat plus large des experts et des médias, les discours et les crimes de haine sont souvent définis ou perçus différemment en fonction du contexte dans lequel ils se produisent. Si, dans certains cas, le discours de haine est principalement associé à un discours en ligne, dans d'autres, il désigne un discours raciste et discriminatoire dans des environnements hors ligne. Les différents termes utilisés par les experts et les autorités nationales et locales, tels que "discours de haine", "crime de haine verbale", "haine en ligne", "cyberintimidation", etc., entraînent des différences terminologiques déroutantes et masquent en fin de compte le cœur du problème, à savoir le fait que, quels que soient les mots utilisés pour le décrire, le phénomène lui-même se manifeste tous les jours, en ligne et hors ligne, de manière verbale et non verbale. C'est pourquoi nous considérons que le point de vue des personnes touchées par les discours et les crimes de haine est l'aspect le plus important du débat sur les définitions. Pourtant, leur voix est le plus souvent absente de ce débat.

[11] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=LEGISSUM:l33178

Dans le Recueil, nous prenons en compte toutes les catégories ci-dessus, c'est-à-dire qui est visé (applicabilité des critères d'identité de groupe), comment (contenu) et où (contextes) ils sont visés. Cependant, nous les complétons en prenant en compte l'impact de ces actes sur ceux qui en sont affectés. De ce point de vue, par exemple, faire une distinction entre les contextes en ligne et hors ligne n'a pas de sens, car des commentaires haineux fréquents en ligne auront un impact sur la façon dont la cible se comporte hors ligne, c'est-à-dire quand elle quitte son domicile, comment elle se déplace dans une ville, à quel point elle est vigilante dans les lieux publics, etc. En outre, une personne peut également être affectée différemment dans différents contextes en fonction d'un rôle particulier : une personne peut être attaquée en raison de sa religion, de son origine ethnique, de son sexe ou parce qu'elle ne correspond pas aux normes de beauté d'une société donnée. Une circonstance n'est généralement pas séparable d'une autre et c'est pourquoi la deuxième perspective importante que nous utilisons ici est la perspective intersectionnelle.

La perspective négligée

Dans le domaine de la discrimination, la question de savoir qui parle au nom de qui, et qui est représenté et comment, est d'une importance cruciale mais n'est souvent pas reconnue. La voix des personnes discriminées dans les médias tchèques en est un bon exemple. D'après nos recherches, il existe une disproportion très nette en termes de concentration sur les victimes par rapport aux auteurs de discours et de crimes haineux. Les voix des personnes touchées par la discrimination et leurs perspectives sont presque totalement absentes. Environ 80 % de la couverture médiatique se concentre sur les auteurs, leur personnalité et leurs motivations. Cette situation est renforcée par les notes d'orientation, les études et les rapports universitaires (rapportés par les médias et reflétés dans le débat public) qui se concentrent également sur les auteurs de la discrimination.

Photo by Amy Elting on Unsplash

Ainsi, les auteurs sont décrits comme des personnes ayant une histoire, une biographie et un nom, alors que les voix et les perspectives des personnes touchées par la discrimination n'atteignent pas, dans la plupart des cas, les médias.

L'absence et la négligence du point de vue des personnes victimes de discrimination ne sont pas une curiosité ponctuelle ou une spécificité isolée des médias tchèques. Au contraire, cette négligence est systématique, elle a lieu dans toute l'Europe et est reproduite et étendue dans d'autres sphères de la vie, y compris dans de nombreuses études et théories sur le discours de haine. Divers aspects du discours de haine ont été largement étudiés au cours des quatre dernières décennies. L'accent a été mis sur sa réglementation juridique et constitutionnelle (depuis le milieu des années 1980), et sur les processus d'apprentissage profond afin de détecter les discours de haine en ligne (depuis les années 2010). À quelques exceptions près, principalement dans les pays anglophones et germanophones, le point de vue des personnes victimes de discrimination et la façon dont elles vivent les discours de haine sont encore peu étudiés. Un exemple est celui de l'*Extremismus*, un concept très influent né dans l'Allemagne de l'après-guerre, d'abord ancré dans le discours des forces de police et des services secrets, puis développé systématiquement par les milieux universitaires (à partir de la fin des années 1980) sous le nom d'*Extremismustheorie* [12] – teorie extremismu. Au fil des ans, ce concept s'est imposé comme un outil de sécurité crucial et un cadre éducatif utilisé par l'État allemand pour encadrer les débats sur la discrimination. Il est également devenu une alternative conceptuelle au "crime de haine" utilisé dans les pays anglo-saxons.

Il est également devenu une alternative conceptuelle au "crime En outre, le concept a été exporté avec succès dans d'autres pays comme la République tchèque ou la Slovaquie, où les ministères de l'intérieur, les forces de police, les services secrets, les tribunaux ainsi que certains cercles universitaires ont commencé à l'utiliser dans les années 1990. Le concept et son utilisation ont été critiqués à de nombreux niveaux et pour de nombreuses raisons. Ce qu'il convient de souligner dans ce compendium, c'est son orientation unidirectionnelle et unidimensionnelle vers un auteur - un extrémiste. La théorie de l'extrémisme définit les agresseurs et les auteurs mais néglige les vies et les perspectives des personnes touchées par la discrimination et donc aussi les faits concrets du cas de discrimination.

Bien que la négligence cumulative des voix et des perspectives des personnes victimes de discriminations reste un problème urgent et en suspens dans tous les espaces publics d'Europe, les premiers signes de changement proviennent principalement de la base, des cercles d'activistes et des organisations non gouvernementales. Pour poursuivre avec l'exemple allemand, après des années, voire des décennies, de débats dans des cercles d'activistes fermés, la problématisation de la question de savoir qui parle au nom de qui et de l'absence de voix des personnes victimes de discrimination a finalement atteint des pans plus larges de la société, les médias et un public plus large dans l'arène publique. Parmi de nombreuses autres voix, Tupoka Ogette et Noah Sow, tous deux auteurs et formateurs en matière d'antiracisme, ont apporté une contribution importante et largement remarquée au débat avec leurs publications [13].

[12] https://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtsextremismus/200097/debatte-extremismustheorie
https://sreview.soc.cas.cz/pdfs/csr/2018/05/05.pdf

[13] https://www.noahsow.de/dsw/ & https://www.exitracism.de/

Photo by Sincerely Media on Unsplash

Photo by Clay Banks on Unsplash

Ils décrivent l'histoire du racisme et les modèles de pensée et d'action qui s'en inspirent encore et affectent la vie quotidienne. Ce constat va de pair avec le fait que les espaces ou les discours ne sont pas également accessibles à tous, et que les voix ne sont pas non plus également reconnues en leur sein. Dans une interview réalisée en 2018, Noah Sow a noté que des évolutions importantes avaient eu lieu depuis la publication de son livre en 2008 **[14]**.

Par exemple, il existe désormais un vocabulaire adapté pour exprimer les expériences et les politiques qui les entourent. Il y a également un nombre croissant d'autres publications ainsi que de programmes sur les médias sociaux qui abordent le racisme et la discrimination du point de vue des personnes qui en sont victimes.

Après l'attaque terroriste de Hanau, où un homme a assassiné neuf personnes pour des raisons racistes, la ville a tenté de prendre en compte le point de vue des victimes et de leurs familles. La façon dont la ville de Hanau traite cette affaire est désormais différente de la façon dont de nombreuses autres villes allemandes ont traité des cas similaires dans le passé. Des efforts ont été faits pour impliquer davantage les familles des victimes en leur donnant consciemment un espace pour s'exprimer. Toutefois, une grande partie du travail d'assistance aux victimes et aux personnes victimes de racisme a été réalisée dans ce cas par les familles et les amis eux-mêmes, avec le soutien d'organisations d'entraide et d'ONG.

Le hashtag **#saytheirnames** a été utilisé par les familles, les militants et les amis pour nommer les personnes assassinées, et pas seulement pour concentrer le discours sur l'auteur et ses motivations. Même si elle a été critiquée pour son manque de portée, cette approche constitue une nouveauté dans la façon d'appréhender la violence raciste et le point de vue des personnes qui en sont victimes en Allemagne.

[14] https://taz.de/Autorin-ueber-Rassismuskritik/!5493873/

Ainsi, d'un côté il y a une négligence cumulative des perspectives des personnes victimes de discrimination, mais de l'autre côté, il y a des aperçus d'initiatives pour faire les choses différemment et visant à respecter ces perspectives. Le Compendium s'efforce de contribuer à ces perspectives et d'enrichir les espaces où les voix, les noms, les histoires et les témoignages des personnes qui sont et ont été victimes de discrimination sont sérieusement pris en compte. Après tout, le point de vue des personnes souffrant de discours de haine doit être respecté comme un principe directeur au lieu de suggérer ce qui est le mieux pour elles ou de les ignorer comme étant sans voix, incompétentes et sans expertise.

Au cours de la recherche et de la rédaction du compendium, un autre problème est apparu : ***la terminologie.***

Quels mots utiliser pour décrire les expériences des personnes touchées par la discrimination liée aux discours de haine?

Comment les appeler lorsqu'on écrit à leur sujet en termes généraux?

Le terme "*victime*" est-il toujours approprié lorsqu'il s'agit de la discrimination quotidienne et de l'expérience du discours de haine dans la vie de tous les jours?

Discutons du terme *"victime"*.

D'une part, il est difficile d'imaginer comment refléter et combattre toutes les formes de discrimination raciste systémique sans parler des victimes de l'Holocauste, de la ségrégation, du colonialisme ou de l'esclavage. Toutes ces formes de discrimination génèrent des injustices, et il est important de disposer de termes clairs pour nommer ceux qui souffrent de ces conditions et sont discriminés. En outre, comme l'indique notre recherche, le statut de victime est important dans les procédures judiciaires et policières, et nombre de nos interlocuteurs se sont battus pour obtenir ce statut lorsqu'ils ont décidé de signaler aux autorités leurs expériences en matière de discours haineux.

Devenir une victime était une sorte de victoire pour toutes les personnes interrogées ayant signalé des cas de discrimination. Cela signifiait qu'elles étaient officiellement et légalement reconnues non pas comme des cibles de discours haineux dans un domaine non poursuivable des principes de la liberté d'expression, mais comme des victimes de crimes de haine verbale qui devraient être protégées par l'État.

D'autre part, l'expérience du discours de haine dans la vie quotidienne est spécifique - il s'agit de milliers de petites "morsures" et "piqûres" quotidiennes et seul un nombre infime de ces actes est signalé à la police ou à d'autres institutions. Et c'est précisément dans le cadre de cette expérience spécifique de la discrimination quotidienne que l'utilisation du terme "victime" pose problème. Il y a deux raisons spécifiques à cela : la négligence de l'agence et la personnalisation de la discrimination. **[15]**

Le terme *"victime"* est souvent associé à une idée de passivité et d'impuissance. En l'utilisant pour décrire les personnes qui sont la cible d'une discrimination quotidienne, on relativise leur capacité à se défendre en tant qu'acteurs dans les situations de discrimination liées aux discours de haine. Le terme "victime" implique qu'un auteur contrôle l'ensemble d'une situation de discours de haine et que l'action des autres est minimisée ou réduite à la souffrance. Très souvent, cela revient à trop restreindre le contexte. Les différentes réponses, stratégies d'adaptation et interventions présentées dans ce compendium nous ont forcés à reconsidérer ce langage passif. Quel est l'intérêt d'accentuer les voix et les perspectives des personnes touchées par la discrimination mais d'utiliser une terminologie qui néglige ou limite leur action ?

La deuxième question concerne la personnalisation et l'individualisation de la discrimination lorsque l'on utilise le terme "victime". Être victime, c'est refuser la dimension structurelle et systématique de la discrimination raciste, sexiste, etc. au profit d'un individu réel et de son histoire. Être reconnu comme victime dans les procédures policières et judiciaires, c'est n'avoir affaire qu'à des individus et des actes concrets. Ce problème a été souligné par l'une de nos personnes interrogées, Gianpaolo Silvestri. Silvestri est une personne touchée par la discrimination LGBTQ+ mais, en même temps, il était et est toujours politiquement engagé au sein d'un mouvement gay italien prospère. Lorsqu'on l'a interrogé sur ses expériences en matière de discours de haine en tant que personnalité publique, il a répondu que ses réponses ont été non violentes, bien qu'elles aient été bruyantes, car il pense que les victimes doivent dépasser leur "statut de victime" en se regroupant, en s'organisant politiquement et en donnant de la visibilité aux discours de haine et à la discrimination qu'elles ont dû subir afin de "gagner à long terme".

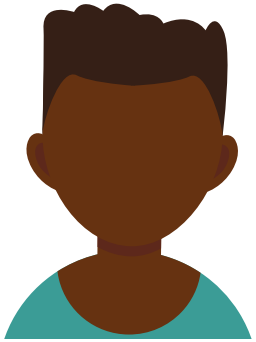
[15] https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1361332990020103
https://educationjournal.web.illinois.edu/archive/index.php/pes/article/view/2029.pdf
https://europe.ohchr.org/Documents/Publications/OlderPersonsInEurope.pdf

Photo by Tito Texidor III on Unsplash

Ainsi, selon Silvestri, l'auto-organisation politique contre la discrimination est incompatible avec le statut de victime car le premier présuppose certaines formes de collectivité, alors que le second est ancré dans l'individualité.

Dans l'ensemble, il est difficile de trouver des termes qui reflètent la réalité de la violence structurelle, de la discrimination quotidienne et des particularités des situations de discours de haine, tout en reconnaissant la gravité et la souffrance de ces processus, sans négliger l'action des personnes touchées par le discours de haine et tout en tenant compte de ses causes et solutions systémiques. Les différents termes ont des connotations différentes pour le débat public, le discours académique et les personnes touchées par la discrimination et sont donc perçus comme adéquats ou non. Bien que les débats publics sur ce sujet diffèrent considérablement dans nos pays respectifs, nous avons décidé de suivre l'exemple de nombreuses organisations antiracistes qui n'utilisent généralement pas le terme "victime", sauf s'il s'agit de meurtres racistes ou de violences policières. Ainsi, dans le compendium, nous essayons d'éviter le terme "victime", sauf si nous parlons de personnes luttant pour être reconnues comme victimes d'actes de discrimination et de crimes de haine au sens juridique. Nous préférons parler de "personnes touchées par la discrimination", de "personnes touchées par le racisme/sexisme" ou de "personnes risquant de subir des discours de haine".

Photo by Sharon McCutcheon by Pexels



Voici Tobias

Exemple 1

Tobias a une vingtaine d'années et vit actuellement dans une grande ville allemande. Il a grandi et est allé à l'école avec ses frères et sœurs dans une petite ville de Bavière. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires, il a rapidement quitté la petite ville où il vivait et s'est installé dans une autre ville pour étudier. Son père est noir et vient du Nigeria et sa mère est blanche. Il se rend au Nigeria une fois par an pour voir sa famille et ses connaissances. Sa famille a également vécu en France pendant un certain temps. Il se décrit comme une personne politique et s'intéresse aux sciences humaines.

Tobias souligne qu'en tant que l'un des rares Noirs de son école et dans sa vie de tous les jours, il s'est toujours senti très exposé. Les commentaires racistes, en particulier les insultes, ont été à l'ordre du jour aussi longtemps qu'il s'en souvienne. Il les décrit comme banals et potentiellement présents partout. Lorsqu'il parle de sa jeunesse, il est visiblement agacé. Dans la grande ville, dit-il, la vie est bien meilleure que dans le village où il a grandi. Elle est plus libérale, dit-il, et il ne se sent plus aussi exposé.

Lorsqu'il était plus jeune, il a été insulté à plusieurs reprises avec le mot "N", même par son professeur, à tel point qu'il a senti qu'il devait faire quelque chose. Seule une conversation entre sa mère et le directeur de l'école a pu faire cesser le comportement de son professeur. Tobias se souvient d'attaques et de bagarres, par exemple lors d'événements publics. Il est certain que ces attaques étaient souvent motivées par la race. Il se souvient également de personnes qui traversaient la rue pour éviter de passer devant lui.

Les exemples de discrimination de sa jeunesse ne le concernent pas seulement. Pendant des semaines, son père a été arrêté par la police presque tous les jours pendant son trajet de 40 kilomètres pour se rendre au travail, et il était souvent en retard à cause de cela.

Tobias a également eu des expériences extrêmement négatives avec la police. Ils l'ont arrêté à plusieurs reprises sans raison alors qu'il était le seul dans une foule. Une fois, il a dû se soumettre à une fouille corporelle au poste de police, les mains en l'air. Il décrit cette procédure comme stigmatisante car de nombreuses personnes dans la petite ville où il vivait le connaissaient. À une autre occasion, un soir, il a été arrêté à la gare avec quelques amis. Il avait 17 ans à l'époque. La police s'est particulièrement intéressée à lui et a trouvé une toute petite quantité de marijuana sur lui. Il a été emmené au poste de police et fouillé à plusieurs reprises. Lorsqu'il a parlé à sa mère, on lui a interdit de parler français. Les policiers se sont ensuite rendus à son domicile. Sa mère n'était plus là car elle était en route pour le commissariat. Néanmoins, les policiers, bien qu'ils n'en aient pas le droit, sont entrés dans l'appartement et ont commencé à fouiller sa chambre. Il décrit cette expérience comme traumatisante et déclare qu'à ce jour, il se sent très mal à l'aise lorsqu'il est en contact avec des policiers.

Son père lui a appris très tôt qu'il devait se battre et s'affirmer. Tobias dit que ses amis l'ont toujours soutenu. Les étrangers, par contre, ont souvent tendance à ignorer ces situations.

Il ne fait pas confiance à la police et est sceptique quant aux autres institutions. Il aurait souhaité connaître les services de soutien lorsqu'il était plus jeune et confronté à la discrimination, mais il n'était pas au courant de leur existence. Il considère les manifestations d'information organisées dans les écoles, par exemple, comme des activités positives. Il suppose qu'une grande partie de la discrimination raciste est due à l'ignorance et espère que ces initiatives éducatives changeront cette situation.

En général, il ne se sent pas à l'aise en Allemagne. Il dit qu'il n'a pas vraiment l'intention d'y rester. Bien qu'il apprécie la stabilité du marché du travail allemand et qu'il soit conscient des avantages financiers qu'il pourrait en retirer s'il restait, il ne veut pas se sentir vulnérable en permanence. Il lui est agréable de visiter le Nigeria, notamment parce qu'il ne se fait pas remarquer par la couleur de sa peau, ce qu'il trouve relaxant.

Qui est visé ?

En général, nos recherches ont montré que les personnes les plus exposées aux discours de haine sont caractérisées par un certain degré d'"altérité" visible publiquement. Ainsi, la proportion la plus importante de cas de discours de haine est liée à la race et/ou à la religion. Les personnes les plus fréquemment soumises à des discours de haine discriminatoires sont les immigrés, plus spécifiquement les personnes de couleur, ou les musulmans, en particulier les femmes musulmanes en raison de leur tenue vestimentaire. Les groupes spécifiques de personnes touchées par les discours de haine varient également d'un pays à l'autre (par exemple, au Portugal, il s'agit souvent des personnes d'ascendance africaine et de la communauté brésilienne).

Deux groupes figurent parmi les cibles les plus fréquentes des discours de haine en Europe : les Roms et les personnes LGBTQ+, en particulier les personnes transgenres. Même ceux qui sont simplement considérés comme LGBTQ+ sont parfois attaqués.

Un autre groupe spécifique est celui des personnes handicapées, qui sont également mentionnées comme cibles de discours de haine.

Un point intéressant dans ce domaine est la disproportion entre les groupes identifiés comme cibles des discours de haine en République tchèque et les groupes similaires dans les autres pays. Selon les conclusions des organisations à but non lucratif travaillant sur les crimes de haine, les discours de haine sont le plus souvent dirigés contre les Roms (49%), les musulmans (23%) et les réfugiés (9%), les deux dernières catégories se chevauchant généralement.

Il semble que la République tchèque, dont l'histoire est plus récente en ce qui concerne les discours de haine et les interventions contre ces discours, ne se soit jusqu'à présent concentrée que sur les cas les plus flagrants de racisme, tandis que les cas plus subtils, tels que ceux liés aux personnes LGBTQ+ ou handicapées, n'ont pas encore été abordés. Une caractéristique de la République tchèque est le niveau élevé d'attaques verbales contre les travailleurs des ONG, en particulier ceux qui s'occupent des réfugiés.

Les groupes les plus courants qui sont la cible de discriminations documentées, de crimes haineux, de stéréotypes négatifs et de discours haineux, sont les suivants:

- Immigrants / Réfugiés
- Personnes de couleur
- Les musulmans
- Les Juifs
- Roms et Sinti
- Les personnes LGBTQ+
- Personnes handicapées

Voici Marion

Exemple 2

Marion vit dans la ville portugaise de Coimbra. Elle a 61 ans et a déjà des arrière-petits-enfants. La mère de Marion est d'origine rom et son père est portugais. Elle conserve fièrement de nombreuses coutumes roms dans sa vie quotidienne, mais pas dans sa façon de s'habiller. La famille de sa mère est originaire de Lisbonne et tous ses parents roms qui vivent à Lisbonne ont un emploi (principalement dans l'industrie) et sont bien intégrés socialement. Elle pense que la communauté rom de Coimbra n'est pas unie. Selon Marion, Porto, Lisbonne et Leiria sont différentes car les communautés roms y sont soudées et mènent de nombreuses initiatives liées à leurs traditions. A Coimbra, Marion a plus d'amis non roms que roms.

Depuis 2008, Marion a participé à plusieurs projets d'insertion, travaillant à temps plein pendant un an et demi et bénéficiant de bourses de formation ou de subventions le reste du temps. Lorsqu'elle travaillait comme femme de ménage, elle a pu bénéficier de prestations de sécurité sociale réduites. Ensuite, elle a travaillé dans le secteur social pendant un an et demi. Son mari vend des pâtisseries dans une remorque, mais la pandémie a rendu son activité très difficile.

Lorsque ses enfants étaient jeunes, elle a été victime de nombreuses discriminations. Elle se souvient s'être rendue à l'hôpital pédiatrique avec sa fille qui avait une forte fièvre et vomissait. La salle d'attente de l'hôpital était bondée. Lorsqu'elle s'est plainte que cela prenait trop de temps pour être vue et que sa fille était très malade, l'employé du bureau lui a répondu : "Vous, les gitans, vous avez l'habitude d'arriver ici et de penser qu'il faut s'occuper de vous tout de suite". L'employé a appelé un médecin et lui a dit : "Il y a une femme gitane ici qui crie déjà parce qu'elle veut être vue". Marion a répondu qu'elle avait une carte d'identité et un nom et que son nom n'était pas gitan.

L'expérience n'a pas été totalement négative, car le médecin qui a finalement soigné sa fille a été très gentil avec elle et lui a dit de ne pas s'inquiéter du comportement de l'employé de bureau.

Un autre exemple de discrimination s'est produit lorsque Marion se promenait avec sa mère. Sur un balcon, il y avait une femme qui nourrissait un bébé. Quand elle a vu Marion et sa mère passer devant elle, elle a dit : "Regarde, ma chérie. Mange. Il y a une femme gitane qui enlève les bébés qui ne veulent pas manger ". La mère de Marion lui a répondu que les Roms ne volent pas les bébés et qu'elle devrait faire attention avec de telles déclarations car les Blancs aussi maltraitent les enfants. Marion se souvient que sa mère avait une façon expressive de parler alors que Marion elle-même aime réfléchir avant de parler. Elle est déterminée à se défendre par tous les moyens nécessaires, mais toujours poliment. Toutefois, si Marion devait se trouver dans une situation de discrimination grave, elle appellerait la police.

Marion pense que les gens ne donnent pas de travail aux Roms dans sa ville natale. Très souvent, des membres de sa famille postulent à des postes vacants et organisent des entretiens, mais ils ne sont jamais appelés. L'idée que les Roms volent et ne veulent pas travailler est encore très présente. Pour cette raison, certains membres de sa famille ont dû déménager dans une autre ville pour trouver du travail.

Marion pense que le travail est la partie la plus importante de la vie. Avoir une heure de début et de fin, connaître ses droits et ses devoirs est très important pour l'estime de soi et l'image de soi, dit-elle. Selon elle, il vaut mieux travailler que de toucher des allocations, notamment parce que les allocations ne sont pas suffisantes et poussent de nombreuses personnes à commettre des délits ou à s'impliquer dans des affaires louches, ce qui, une fois encore, discrédite l'image des Roms.

Qu'est-ce que l'intersectionnalité ?

Le terme intersectionnalité a été inventé en 1989 par la sociologue américaine Kimberlé Crenshaw. Bien qu'il ait depuis été utilisé, reconceptualisé et largement discuté dans le calme relatif du milieu universitaire des sciences sociales, les récents développements politiques l'ont transformé en un mot à la mode quelque peu viral. Ce changement a entraîné une certaine confusion et a obscurci sa signification originale. Indépendamment de la manière dont il est mal interprété dans les médias et dans le débat public, le terme lui-même n'a pas perdu sa valeur analytique. Crenshaw utilisait ce terme pour décrire comment des caractéristiques structurelles telles que la race, le sexe et l'origine ethnique se superposent les unes aux autres et comment l'"intersection" particulière de ces caractéristiques entraîne une accumulation d'inégalités dans la vie d'une personne. [16]

Nous racontons l'histoire d'Aura, une Brésilienne vivant au Portugal, pour illustrer l'intersectionnalité. Elle a installé un studio de beauté à son domicile où elle sert ses clients. Elle reçoit souvent des appels de clients potentiels qui lui demandent des services sexuels. Aura explique que c'est parce qu'elle est une femme brésilienne. Parfois, lorsque les clients apprennent qu'elle n'est pas une prostituée et ne propose pas de services sexuels, ils lui demandent : "Mais vous n'êtes pas brésilienne ?". Elle a même eu des clients qui se sont rendus dans son établissement pour des massages mais qui ont fini par se déshabiller, pensant que le massage était sexuel. Aura fait référence au stéréotype qui existe dans la société portugaise sur les femmes brésiliennes qui partent à l'étranger pour se prostituer et "détruire les familles".

L'expérience individuelle d'Aura est marquée par son genre et sa nationalité ; ses luttes quotidiennes avec des clients ou des clients qui se déshabillent sont le résultat de l'interconnexion de ces deux facteurs. L'expérience d'Aura en matière de stéréotypes nuisibles et de discrimination ne peut être expliquée en pointant simplement une catégorie ou une autre.

C'est l'intersection de sa position vulnérable en tant que migrante ET femme qui détermine son expérience de la vie dans la société portugaise.

En outre, si nous examinons l'expérience d'Aura d'un point de vue intersectionnel, nous pouvons également expliquer pourquoi des comportements et des pratiques qui ne sont peut-être pas censés être nuisibles (par exemple, attendre des services spécifiques d'une Brésilienne) sont en fait racistes et discriminatoires parce qu'ils sont fondés sur des idées préconçues profondément ancrées sur la façon dont une personne ayant ses caractéristiques (femme, migrante, Brésilienne) devrait se comporter et quelle est sa place dans la société. L'intersectionnalité peut nous aider à expliquer comment la discrimination est produite en exploitant les vulnérabilités causées par les structures de pouvoir fondamentales de notre société. Les comportements discriminatoires se manifestent lors de rencontres individuelles, et les pratiques discriminatoires sont certainement adoptées par des individus. Cependant, elles ne disparaîtraient pas si ces rencontres étaient évitées ou si les individus étaient éduqués. La théorie de l'inégalité structurelle, qui constitue la base de l'approche intersectionnelle, explique par exemple le racisme ancré dans les institutions ainsi que les coutumes qui ont un impact sur tout dans notre société, du système éducatif à la surveillance de l'État. Dans ses travaux fondamentaux sur le racisme structurel aux États-Unis, le sociologue Loïc Wacquant analyse l'oppression structurelle des Afro-Américains dans la société américaine et identifie les principales institutions qui "fabriquent la race" (l'esclavage, le système Jim Crow et ce qu'il appelle un ghetto en référence à la ségrégation territoriale des Noirs). Il souligne toutefois que ces institutions

"...ne traitent pas simplement une division ethno-raciale qui existerait en quelque sorte en dehors et indépendamment d'elles. Au contraire, chacune produit (ou coproduit) cette division (à nouveau) à partir des démarcations héritées et des disparités de pouvoir du groupe et l'inscrit à chaque époque dans une constellation distinctive de formes matérielles et symboliques." [17]

[16] https://scholarship.law.columbia.edu/books/255/

[17] https://newleftreview.org/issues/ii13/articles/loic-wacquant-from-slavery-to-mass-incarceration

Dans le contexte de ce compendium, l'approche intersectionnelle et l'accent mis sur l'accumulation des inégalités structurelles sont essentiels car ils placent les expériences individuelles des personnes présentées ici dans le contexte des structures nationales et mondiales qui façonnent leurs expériences quotidiennes.

Enfin et surtout, l'approche intersectionnelle doit également servir de base à d'éventuelles interventions contre les discours de haine et la discrimination. En effet, compte tenu de ce qui vient d'être dit à propos de l'histoire d'Aura et de bien d'autres histoires similaires, il est impossible de reconnaître le mal fait aux personnes touchées par le discours de haine sans reconnaître son aspect structurel.

Photo by Clay Banks on Unsplash

Voici Romana

Exemple 3

Romana est une Tchèque de 40 ans qui a quitté son partenaire il y a sept ans après avoir subi des violences domestiques. Elle a deux enfants de cette relation et les élève seule. Au moment où elle a quitté son partenaire, elle s'est convertie à l'islam. Depuis, elle a subi des attaques verbales de la part de son ex-partenaire et en public. Elle élève ses enfants dans un esprit d'ouverture et les laisse choisir leurs propres croyances. Sa fille aînée s'est également convertie à l'islam.

Romana n'est pas active en public et n'a donc aucune expérience des discours de haine en ligne. Néanmoins, elle est souvent victime de discrimination dans les espaces publics, principalement dans les transports publics et aux arrêts de bus, des lieux où se rassemblent un grand nombre de personnes et qu'il lui est impossible de quitter. Elle a également été victime de discrimination dans les magasins et les zones commerciales, mais moins fréquemment ; Romana dit que les gens ne font qu'y "jacasser". La situation évolue toujours de la même manière : l'agresseur la remarque dans un groupe de personnes et commence à l'attaquer verbalement. Les agresseurs sont principalement des hommes. Les jeunes garçons et les adolescents ont tendance à se moquer d'elle (en criant "Bombe !"), les hommes plus âgés et les personnes âgées l'injurient. Romana note également que les agresseurs sont souvent aussi ivres.

Romana rapporte qu'elle n'a jamais reçu d'aide ou de soutien de la part de personnes présentes. Elle décrit la pire situation qu'elle ait jamais vécue. Lors d'un voyage en bus avec sa fille aînée, un homme âgé et (vraisemblablement) son petit-fils ont été très grossiers avec elles pendant tout le trajet. L'homme n'a cessé de répéter à son petit-fils que "si tu vois un gitan ou un musulman, tu dois le tuer sur-le-champ". Personne n'a pris leur défense. Finalement, lorsqu'ils sont descendus du bus, ils ont tous deux éclaté en sanglots.

Cette expérience a conduit Romana à commencer à éviter les situations où il y a un risque d'attaques verbales, ce qui signifie qu'elle doit éviter les transports publics. Cela a entraîné une limitation importante de sa mobilité.

Avant la pandémie, Romana aimait se rendre sur la place Venceslas, dans le centre de Prague, car elle était bondée de touristes du monde entier, y compris de pays musulmans, ce qui lui donnait un sentiment de sécurité. Aujourd'hui, ce n'est plus possible pour elle. Elle se promène généralement dans la ville la tête basse, en essayant d'éviter tout contact visuel. Elle ne se sent en sécurité que chez elle ou lors des réunions religieuses organisées par la communauté musulmane.

De même, elle ne recherche du travail qu'auprès de musulmans amis. En dehors de la communauté musulmane, elle n'accepterait que des emplois qui ne nécessitent pas de contact personnel avec les clients ou les collègues (un centre d'appels, par exemple). Travailler dans un kiosque à kebab, nettoyer des ambassades ou faire du baby-sitting au sein de la communauté musulmane sont des choix acceptables pour elle. Pendant la pandémie de Covid-19, le travail de bureau à domicile lui a été très agréable.

Romana ignore les crises les plus légères et ne fait face aux pires d'entre elles qu'en en parlant à la maison ou avec des amis. Après un certain temps, la douleur causée par ces expériences s'atténue généralement.

Romana ne veut pas déménager et quitter la République tchèque car elle ne comprend pas pourquoi elle devrait céder et être chassée de chez elle. De même, elle sait qu'elle peut arrêter de porter le foulard ou commencer à porter autre chose. Elle connaît des "sœurs" qui l'ont fait, mais elle ne veut pas le faire.

L'expérience de Romana en matière de soutien institutionnel est surtout négative. Dans son affaire de violence domestique, la police voulait des preuves, des enregistrements, etc. mais il était impossible de les obtenir étant donné la nature du crime. L'affaire a été traitée comme une allégation sans les preuves requises et, par conséquent, son ex-partenaire n'a pas été condamné. Sa fille cadette a été victime de brimades et, par conséquent, de problèmes psychologiques à l'école, mais personne à l'école ne l'a aidée. L'expérience avec l'autorité de protection de l'enfance a été explicitement mauvaise. L'autorité locale mettait constamment en doute la capacité de Romana à s'occuper de ses enfants, ce qui, selon Romana, découlait de son attitude hostile envers l'Islam.

La seule expérience positive qu'elle ait eue est celle d'un avocat de la communauté musulmane qui l'a aidée à la fois au tribunal dans ses rapports avec son ex-partenaire (Romana a également apprécié le fait que celui-ci, en tant qu'homme, ait joué un rôle protecteur) et avec l'autorité chargée de la protection de l'enfance. L'intervention de l'avocat a conduit au remplacement du fonctionnaire chargé de son dossier.

Foto von Shvets Anna von Pexels

Contextes

Quand et où

Les discours haineux peuvent être prononcés pratiquement partout. Cependant, il existe trois domaines principaux où il peut être rencontré:

- En ligne
- Dans les institutions et les rencontres avec les autorités
- Dans la rue et dans les lieux publics

Depuis longtemps, l'attention se concentre sur le cyberespace. Le discours de haine en ligne est un phénomène abordé à plusieurs niveaux, tant dans la littérature savante que populaire. Les discours de haine en ligne sont souvent déclenchés par des événements historiques nationaux et internationaux. Par exemple, depuis le début de la "crise migratoire", les immigrants sont de plus en plus pris pour cible. Les groupes d'extrême droite ou anti-immigrés sont souvent les principaux instigateurs des discours de haine, diffusés par des outils de propagande spécifiques. Ils participent également à des "attaques collectives", c'est-à-dire à des "raids" massifs sur des sites web sélectionnés qu'ils inondent de commentaires haineux. Cette tactique est généralement considérée comme une forme de cyberintimidation.

Deux des plus importantes conclusions de notre recherche sont les suivantes : a) dans l'expérience quotidienne de nos répondants, les sphères en ligne et hors ligne ne sont pas vraiment séparées ; et b) le discours haineux dans le monde hors ligne a tendance à avoir un impact plus important sur eux.

Photo by Daniel Korpai on Unsplash

Bien qu'il existe des différences entre les situations en ligne et hors ligne, et que les auteurs, les cibles et les circonstances varient dans les deux sphères, cela ne change rien au fait que les principales cibles des discours de haine en ligne sont les immigrants, les étrangers, les Roms, les musulmans, les femmes ou les personnes de la communauté LGBTQ+.

Les écoles, les institutions publiques, les commissariats de police et les lieux de travail sont d'autres lieux où les discours de haine se produisent. Dans ces contextes, nous pouvons identifier à la fois des discours haineux directs et divers types de micro-agressions et de formes inconscientes de discrimination ou de comportement insensible. Un exemple de ce type de comportement est la tradition néerlandaise du "Black Pete", qui n'est pas dirigée contre les PoC mais est perçue comme discriminatoire par la reproduction de stéréotypes racistes et coloniaux. L'exemple de Black Pete montre à quel point la glace peut être mince sur la question du discours de haine et à quel point elle est contextuelle. Il s'agit d'une pratique que beaucoup perçoivent comme non raciste et simplement "traditionnelle". Cependant, elle reste blessante pour les personnes touchées par la discrimination raciale.

Les discours de haine sont très souvent prononcés dans des lieux publics. Les transports publics et les grands magasins sont fréquemment cités, car ce sont des lieux où un nombre important de personnes se rassemblent et passent du temps. La concentration de personnes et les longues périodes passées dans ces lieux créent des situations propices aux attaques verbales. L'élément déclencheur est généralement la simple présence de personnes appartenant visiblement à une minorité.

Ce qui ressort de la description des contextes de discours de haine, c'est qu'une partie importante de la population européenne est exposée à d'éventuelles attaques verbales pratiquement partout. Bien que nous considérions souvent les discours de haine en ligne et hors ligne comme des entités distinctes, pour les migrants ou les personnes LGBTQ+, ce ne sont que les deux faces d'une même médaille.
Enfin, il est essentiel de souligner que les attaques verbales ne sont pas seulement le fait de la majorité à l'égard des minorités, mais que des attaques similaires se produisent également au sein des minorités elles-mêmes, comme c'est le cas pour les minorités kurde et turque en Allemagne.

Photo by kate.sade on Unsplash

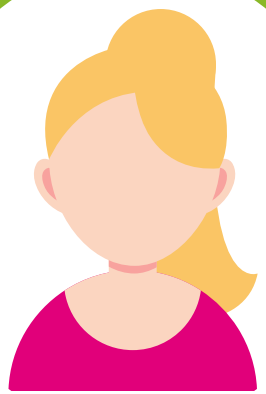
Voici Lia

Exemple 4

Elle est née en 1964 à Rome et est la fille de deux survivants de la Shoah. Lia travaille comme journaliste et éditrice. Ses parents étaient enfants lorsque les lois anti-juives ont été adoptées par le régime de Mussolini en 1938. Au cours des persécutions qui ont suivi, son père a réussi à échapper par hasard à une embuscade et a dû se réfugier dans un monastère pendant toute la durée de l'occupation de Rome par les nazis, soit 9 mois. Sa mère a d'abord trouvé refuge à la campagne, puis s'est échappée par les Alpes, en Suisse. Lia s'est inspirée de son histoire familiale pour écrire sur la communauté juive italienne et l'antisémitisme dont font preuve les partis de droite et de gauche. Ce faisant, elle est devenue l'un des principaux écrivains juifs italiens.

Lia se souvient d'un événement récent - la présentation en ligne de son dernier livre intitulé "La génération du désert" - organisé par le groupe d'études hébraïques de Turin et l'Institut d'histoire de la résistance. Quelques minutes après le début de la présentation de l'un des orateurs invités, le Zoom bombing a commencé (une attaque coordonnée par des individus qui rejoignent les vidéoconférences pour les perturber). Les auteurs de l'attaque ont rejoint l'événement en ligne avec de faux profils et ont commencé à crier "Depuis quand une femme juive est-elle autorisée à publier des livres ?", "Les Juifs dans les fours", "Allez vous cacher". Des images d'Adolf Hitler ont commencé à apparaître sur les écrans des participants tandis que *Faccetta nera* (l'une des chansons populaires de Mussolini) était utilisée comme fond musical.

Photo by Jon Tyson on Unsplash



Voici Ela

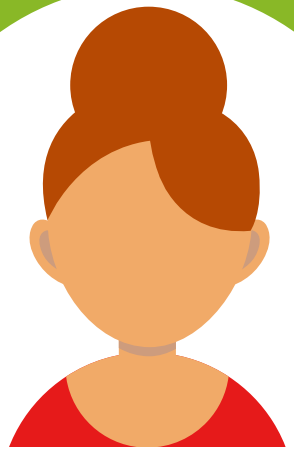
Exemple 5

Elle a 30 ans et travaille comme artiste. Elle a quitté l'Europe de l'Est pour s'installer en Allemagne avec sa mère, également artiste, à l'âge de sept ans, après la séparation de ses parents. Comme sa mère était une artiste et s'habillait de manière assez extravagante, elle était toujours un sujet de conversation dans son village. Par conséquent, Ela a souffert de discrimination parce que ses vêtements étaient différents de ceux que portaient habituellement ses camarades à l'école.

Aujourd'hui, Ela se décrit comme quelqu'un qui ne se conforme pas aux normes de beauté courantes. Dans ce contexte, elle fait référence au lookisme et raconte les nombreuses attaques dont elle a fait l'objet en raison de son apparence, en précisant qu'elles sont fondées sur le racisme et le sexisme. En tant qu'artiste passant beaucoup de temps sur les médias sociaux, Ela est également exposée à des commentaires agressifs. Elle répond toujours directement à ces commentaires et prend fermement position contre le sexisme. Elle utilise diverses méthodes de contre-discours. Elle a également été mise sous pression par son agence et son styliste en raison de sa morphologie.

Ela souligne que l'industrie du divertissement perpétue des rôles de genre et des images corporelles néfastes et est déterminée à les combattre. Ela a du mal à faire reconnaître son talent parce qu'elle ne correspond pas aux normes habituelles de la beauté féminine. Ainsi, la discrimination qu'elle a subie dans son enfance se perpétue aujourd'hui dans son environnement professionnel.

Ela se souvient de nombreuses expériences discriminatoires vécues à l'école. Elles ont été déclenchées par le choix de ses vêtements, par son manque initial de connaissances de l'allemand, mais aussi par des incidents pendant les cours d'éducation physique. Par exemple, elle était souvent le dernier choix pour les événements sportifs ou ses vêtements de sport et son sac à dos étaient jetés dans une poubelle. En ce qui concerne son manque de connaissances de l'allemand, sa stratégie a été de faire un effort particulier pour apprendre l'allemand rapidement. Elle a réussi à apprendre l'allemand en six mois et a toujours été une bonne élève. Elle a reçu la reconnaissance et les félicitations de son professeur pour cet effort. Ces éloges se sont toutefois retournés contre elle, car ils ont incité d'autres parents à faire pression sur leurs enfants. Elle dit qu'elle n'avait pas vraiment d'amis à l'école primaire. Ce n'est que dans un lycée axé sur les arts qu'elle a réussi à s'affranchir de la discrimination et de l'altérité. Elle y a trouvé des amis.



Voici Lena

Exemple 6

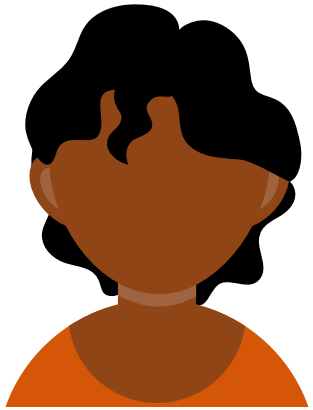
La famille de Lena est originaire d'Ukraine. Ses parents ont déménagé en Tchécoslovaquie en 2000 alors que Lena avait 9 ans. Elle a immédiatement intégré une école tchèque sans pouvoir parler un mot de tchèque. En 2020, elle a obtenu un diplôme de maîtrise. Elle parle désormais parfaitement le tchèque sans aucun accent, s'est mariée avec un homme tchèque et porte donc un nom de famille tchèque. Contrairement à ses parents, elle a réussi à obtenir la nationalité tchèque en 2015 en tant que migrante de deuxième génération. Elle se sent chez elle en République tchèque et ne veut pas déménager ailleurs, surtout maintenant qu'elle a des enfants et après avoir elle-même connu la migration dans son enfance.

Dans l'ensemble et au fil du temps, la tendance à être l'objet de discours haineux a diminué car elle a appris le tchèque, a acquis un nom de famille tchèque par le mariage et, surtout, a obtenu une carte d'identité tchèque. Contrairement à ses parents qui n'avaient pas de carte d'identité tchèque et qui avaient un accent étranger, elle est maintenant pratiquement invisible en République tchèque. Cette tendance à la diminution se manifeste dans son expérience des discours de haine à l'école. Lorsqu'elle était à l'école primaire, les discours de haine étaient quotidiens.

À l'école secondaire, ils étaient constamment tenus par deux enseignants. À l'université, il y a eu plusieurs situations aléatoires impliquant différents membres du personnel - maîtres de conférence, professeurs et administrateurs.

L'une des ces situations s'est produite lorsque Lena a dû régler des arriérés de paiement liés à son assurance maladie. Elle s'est rendue au bureau de l'administration des étudiants pour demander un document confirmant qu'elle fréquentait l'université. Comme elle parlait parfaitement le tchèque à ce moment-là, la femme du bureau administratif a d'abord été très gentille et disposée à l'aider à résoudre son problème. Cependant, lorsqu'elle a demandé sa carte d'identité et que Lena a sorti son passeport ukrainien, la situation a rapidement changé. La femme a commencé à reprocher à Lena de ne pas avoir une assurance maladie en règle et en fit un lien avec l'Ukraine.

À un moment donné, Lena a toussé et la femme est devenue encore plus agressive, la mettant verbalement à la porte du bureau en disant qu'elle ne voulait pas être infectée par Lena et la maladie qu'elle pouvait avoir. Lorsque Lena a objecté qu'elle s'était couvert la bouche en toussant, la femme ne l'a pas crue et lui a dit : "Vous n'avez pas de manières". À l'université, Lena ne sait pas quoi faire en de telles occasions. Elle voulait terminer ses études, mais craignait que si elle s'engageait dans un contre-discours, se défendait vocalement ou rendait ces questions publiques, ses études pourraient en pâtir, car quelqu'un pourrait se venger d'elle.



Voici Mateo

Exemple 7

Mateo est queer [18] (il préfère qu'on s'adresse à lui avec des pronoms masculins) et a 25 ans. Il est confronté à son identité de genre depuis la huitième année et a été victime de discrimination à cause de cela (en plus d'être discriminé en tant que personne de couleur). Mateo est confronté à des discours de haine à l'école, au travail, lorsqu'il sort, dans la rue et dans les situations quotidiennes en général.

Des questions comme "Qu'est-ce que tu es ?" sont typiques des situations de discours haineux dans lesquelles il se trouve. Il dit aussi que des inconnus le dévisagent et le regardent de haut en bas. En outre, Mateo rapporte des déclarations désobligeantes telles que "Sors d'ici" ou "Va te faire foutre". Lorsqu'il s'explique et parle de son identité de genre, il se heurte souvent à l'incompréhension et se fait dire des choses comme "Huh, tu as besoin d'une aide psychologique". Les gens sont souvent froids envers lui, l'ignorent ou ne répondent pas à ses questions. Au cours de l'entretien, Mateo a surtout parlé des hommes qui l'ont discriminé et insulté ; il a également dit que beaucoup de jeunes réagissent mieux à son égard. Ce sont surtout les personnes plus âgées qui le dévisagent ou l'insultent.

Il est également discriminé en raison de son origine (il a été traité de dealer en raison de son origine latino-américaine, par exemple). Mateo, quant à lui, a surtout parlé de ses expériences de discrimination liées à son identité de genre.

Un incident qui semble toujours le déranger s'est produit lorsque Mateo travaillait dans une petite entreprise où il s'entendait bien avec tous les membres de l'équipe. Cependant, il y avait un collègue qui parlait à tout le monde sauf à lui. Ce qui est étrange, c'est que tous les autres membres de l'équipe ne tarissaient pas d'éloges sur ce collègue. Mateo avait l'impression que ce collègue était toujours en colère contre lui. D'où l'atmosphère étrange au travail. À un moment donné, ce collègue a démissionné. Mateo est apparemment toujours triste de cette situation et dit qu'il aurait aimé parler à ce collègue et lui dire qu'il est juste une personne normale.

[18] Le terme "queer" a une histoire controversée et peut être perçu comme abusif. D'abord utilisé comme un terme péjoratif à l'encontre des minorités LGBTQ+, le terme a rapidement été adopté avec fierté par ces dernières. Nous l'utilisons ici dans ce sens nouveau et valorisant. Pour plus d'informations sur l'histoire de ce terme, consultez, entre autres, le site, https://www.cjr.org/language_corner/queer.php

Photo by Abishek on Unsplash

Réponses immédiates

Les réponses immédiates varient fortement en fonction du contexte, de la situation spécifique, de la situation personnelle et des sentiments des personnes touchées par la discrimination.

La plupart des personnes touchées par le discours de haine décrivent son effet immédiat en des termes très similaires : colère, stress et tristesse. Beaucoup de nos répondants ne mentionnent pas la peur mais plutôt le sentiment d'impuissance qui, à long terme, peut entraîner des changements dans leur comportement. Typiquement, avec le temps, leur volonté d'expliquer certaines des circonstances dans lesquelles ils subissent des attaques peut diminuer, ce qui signifie qu'ils se replient progressivement sur eux-mêmes. Par exemple, l'une des personnes interrogées a déclaré que lorsqu'elle est arrivée au Portugal, elle a ressenti un grand besoin de se défendre contre les discours de haine. Elle l'a fait en utilisant des déclarations défensives pour expliquer que, par exemple, elle avait un emploi décent et payait des impôts. Après un certain temps, cependant, elle a abandonné cette attitude active, s'est résignée à la situation et a commencé à ignorer les discours haineux.

La plupart de nos répondants indiquent que l'effet à court terme dure environ deux jours. Après cela, elles ont besoin de revenir plusieurs fois sur l'événement avec une personne de leur entourage, ce qui les aide à clarifier ce qui s'est passé exactement et à faire face à toute la situation.

Certains répondants ont déclaré qu'ils essayaient d'ignorer les attaques verbales, que ce soit en public ou en ligne. Ils essaient d'éviter les conflits verbaux ou les conflits qui peuvent s'intensifier et mener à la violence physique.

Dans de nombreux cas, la réticence à répondre activement aux situations de discours haineux est due à la nature répétitive du problème - les répondants sont tout simplement trop fatigués et épuisés, réticents à s'expliquer une fois de plus et se sentent résignés et passifs. Ils ont vécu la discrimination tellement de fois qu'elle leur semble presque "normale". D'autres répondants soulignent toutefois clairement que ce n'est pas une bonne stratégie.

Certains répondants recommandent une autre stratégie, la contradiction par exemple. Il n'existe pas de manuel universel sur la façon de contredire un discours et cela dépend toujours du contexte, de la situation, de l'humeur, etc. Une personne interrogée en Allemagne, par exemple, a expliqué qu'elle avait l'intention de contredire et de défendre les autres en cas de discours haineux, même si ce n'est pas toujours possible. Elle a raconté une situation où elle a été confrontée à une insulte raciste, mais où elle l'a ignorée parce qu'il était trop tôt le matin et qu'elle se rendait au travail.

Dans les espaces publics, le contre-discours prend généralement la forme d'un débat avec l'agresseur, qui peut être motivé par une tentative d'expliquer que sa condamnation est erronée. Une réponse courante consiste à essayer d'injecter un peu d'humour dans l'attaque. Plusieurs répondants ont cité leurs réponses à une attaque verbale telle que "D'où viens-tu ?" (en référence à l'origine, à la couleur de la peau ou à un foulard musulman) par "Je viens de la ville voisine" (ou d'une ville particulière).

De cette manière, il est possible de faire tomber l'arme de la main de l'agresseur et de souligner que de nombreuses personnes issues de l'immigration sont nées (et souvent pleinement établies) dans ce pays.

Il faut souligner que nos répondants n'emploient que rarement une stratégie de contre-parole. Bien qu'ils aient dit qu'ils aimeraient faire du contre-discours, ils ne le font pas en fin de compte pour les raisons mentionnées ci-dessus. Cela soulève la question de savoir s'il s'agit d'une technique répandue parmi les experts et les activistes et qui est utilisée de manière plutôt sélective par les personnes directement touchées par le discours de haine. Certains répondants recommandent de ne pas réagir du tout et de laisser faire ; pour d'autres, c'est inacceptable et ils sont ambivalents quant à la marche à suivre. Cependant, surtout pour ceux qui ont une expérience de l'activisme public dans des circonstances spécifiques, réagir est une bonne chose car ne pas réagir peut sembler être un aveu de culpabilité.

Ce sur quoi toutes les personnes interrogées s'accordent, c'est que si une réponse doit être apportée, elle doit être calme, précise, et en aucun cas agressive et haineuse afin de ne pas provoquer de conflits. La volonté de rester calme et d'apporter une certaine aide est l'un des points sur lesquels s'accordent pratiquement tous les répondants, quel que soit le pays dont ils sont originaires.

photo by Kat Smith on Pexels

Les réponses au discours haineux dans le cyberespace comprennent une approche supplémentaire. L'éventail des réponses comprend l'ignorance et le débat, mais certains répondants ont indiqué qu'une bonne stratégie consistait à afficher les déclarations offensives les visant sur leur site Web ou dans les médias (ceci s'applique aux personnes actives publiquement). Selon eux, cette stratégie a un double objectif:

- Elle permet de désanonymiser l'agresseur et
- Les personnes touchées par le discours de haine peuvent prouver que l'agression verbale a bien lieu, car beaucoup de gens, y compris leurs proches, ont tendance à la considérer comme inexistante et irréelle. Certains répondants, en revanche, considèrent cette stratégie comme douteuse. Une personne interrogée d'Italie illustre parfaitement ce point lorsqu'elle réfléchit à sa réaction potentiellement erronée face à un discours de haine en ligne:

> *"J'ai récemment fait une erreur : j'ai pris une photo du message d'un type qui m'accusait de recevoir de l'argent pour un article sur la vaccination pro-Covid-19 que j'avais écrit. J'ai posté sur Twitter à la fois le message et la photo de la personne qui l'avait apparemment envoyé. J'ai ensuite réfléchi et j'ai eu le sentiment d'avoir fait quelque chose de mal : et si l'auteur avait utilisé la photo de quelqu'un d'autre ? Et, dans tous les cas, j'ai eu l'impression d'avoir réagi à la haine par la haine, ce qui n'était pas ce que je voulais. J'ai donc décidé de retirer mon message. En résumé, je pense qu'il ne faut jamais répondre à un discours de haine par un autre discours de haine. Il est bien mieux d'essayer avec la rationalité et la gentillesse. Les haineux en sont paralysés."*

En ce qui concerne les réponses négatives, un consensus s'est dégagé sur le fait que la violence n'est jamais la bonne réponse, bien que certaines personnes aient mentionné s'être défendues physiquement contre des attaques verbales dans leur jeunesse. Tant les spectateurs que les personnes touchées par la discrimination rejettent la violence. De même, le soutien vocal des spectateurs ne doit pas être grossier, insultant ou agressif. Ces considérations s'appliquent également aux espaces en ligne.

Voici Alisa

Exemple 8

Alisa a 47 ans, est actuellement au chômage et vit au Portugal. Elle vit seule ; sa fille vit à l'étranger. Alisa est guinéenne et a déménagé au Portugal lorsqu'elle avait 8 ans. Elle venait du centre de la Guinée et ne parlait pas un seul mot de portugais. A son arrivée, elle ne parlait que "mandiga" et communiquait par des gestes.

Elle est allée dans une école à Lisbonne car son père travaillait dans une banque et avait un salaire décent. Alisa a pris conscience de sa différence à l'école : elle ne parlait pas portugais et avait l'habitude d'être libre, pas coincée dans un bâtiment. Elle était la seule personne noire de l'école, mais venait d'un milieu aisé, ce qui rendait difficile pour ses camarades de classe de lui coller une étiquette. Les camarades d'Alisa lui ont fait comprendre qu'elle n'était pas à sa place parce qu'elle était noire et qu'elle devrait plutôt être dans un ghetto ou dans un immeuble de logements sociaux et non dans une bonne école.

Ils l'insultaient et lui chantaient des chansons offensantes qu'elle ne comprenait pas car elle ne parlait pas portugais. Quand elle a compris ce qui se passait, elle a commencé à attaquer les autres enfants.

Les employés de l'école qui ont assisté à ces attaques l'ont laissée battre les enfants pendant un petit moment avant d'arrêter les bagarres. L'instituteur l'aidait toujours. À la longue, elle a réussi à inverser la situation. Elle garde le contact avec certains de ses camarades de classe et est amie avec des personnes contre lesquelles elle se battait lorsqu'elle avait 9 ans.

Les expériences qu'elle a vécues à l'école ont toujours conduit Alisa à défendre les minorités. Alisa n'est pas capable d'être témoin de racisme ou de discours de haine et de rester indifférente sans intervenir. Aujourd'hui, contrairement à ce qui se passait à l'école, elle réagit calmement et a une approche éducative.

Voici Sabina

Exemple 9

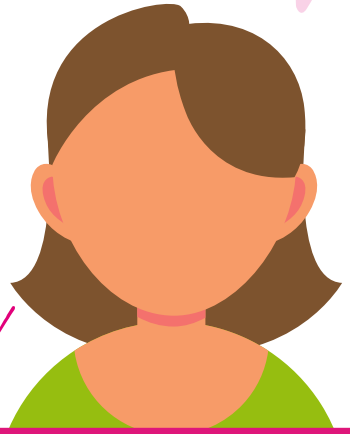
Sabina est une femme juive de Prague. Elle est militante et directrice d'une ONG. Ses expériences avec les discours haineux se déroulent en ligne et sont liées à son activisme. Dans le cas présent, Sabina s'est rendue en voyage d'affaires à Bruxelles peu après les attentats de Molenbeek. Elle a décidé de se rendre à Molenbeek et de réaliser une courte vidéo dans laquelle elle dit : "Regardez, ce n'est pas une zone interdite ; c'est un quartier normal de la ville, mais personne n'en parle quand il ne se passe rien". La vidéo est devenue virale sur le Facebook (FB) tchèque et elle a reçu presque immédiatement un flot de commentaires haineux, les gens lui disant qu'elle est laide, grosse, qu'elle veut baiser des hommes arabes, etc.

Elle a remarqué que la plupart des agresseurs étaient des hommes, mais pas exclusivement. Le contenu du discours haineux était essentiellement de nature ad hominem, c'est-à-dire que la plupart des commentateurs ne voulaient pas vraiment discuter de la situation à Molenbeek mais faisaient des commentaires sur l'apparence, le poids, la sexualité de Sabina, etc.

Sabina était accablée par le fait que son téléphone sonnait constamment et qu'elle ne pouvait pas l'éteindre. Elle craignait que quelque chose de pire ne se produise (par exemple, que quelqu'un pirate son profil, abuse de son identité, etc.) Elle a décidé d'appeler sa sœur pour en parler. Elle essaie toujours de trouver quelqu'un avec qui partager ces expériences. Sa sœur est l'une de ses amies les plus proches. C'est aussi l'une des rares personnes qui n'essaie jamais de minimiser ses expériences et qui la prend toujours au sérieux.

Elle avait l'impression que tout son travail, sa vie et son identité étaient réduits à "gros et laid". Dans une perspective à long terme, elle dit qu'elle le referait car cela l'a aidée à gagner de nouveaux adeptes et à obtenir un plus grand engagement sur les pages FB de son ONG. Par conséquent, de ce point de vue, cela a fonctionné. Elle est également ferme dans ses convictions et ses idéaux (par exemple, montrer aux gens la réalité quotidienne de Molenbeek est une bonne chose). C'est pourquoi elle ne regrette pas sa décision, même si elle est consciente des effets à long terme que de tels événements ont sur sa santé mentale.

"Je dirais que la plupart des choses que les gens me disent sur Facebook sont liées au sexe et sont des propos à caractère sexuel. Pour les haters, tout tourne autour du sexe en fin de compte, de mon manque de sexe ou du fait que j'en veux et que personne ne veut de moi, etc. Je dirais aussi que c'est la partie la plus difficile pour moi, parce que je défends mon travail, je peux toujours me défendre sur le plan intellectuel ; ils ne peuvent pas m'arrêter de ce point de vue. Mais tout ce qui concerne mon apparence, qui est personnel et interagit avec mes insécurités personnelles, peut définitivement me nuire et nuire à ma confiance en moi."



Sabina

Exemple 9

Elle a décidé de contacter In Iustitia, une organisation qui se consacre à aider les personnes touchées par les discours et les crimes haineux. L'expérience elle-même a été très positive:

"Lorsque je les ai contactés, je me suis immédiatement sentie mieux. Ils m'ont dit que nous pouvions au moins essayer - et peut-être que nous pouvons au moins être en mesure - de prouver que vous avez souffert et de vous obtenir une certaine compensation. Et en fait, j'étais tellement heureuse quand j'ai entendu cela. Parce que c'est comme : Pourquoi devrais-je dépenser mon propre argent pour une psychothérapie ? Pourquoi devrais-je payer parce que les gens sont des abrutis ? Une compensation serait une reconnaissance que ce n'est pas ma faute et que je mérite de l'aide".

Stratégies d'adaptation à long terme

Par stratégies à long terme, nous entendons les effets et les conséquences, les changements de comportement et les pratiques des personnes qui sont confrontées quotidiennement aux discours de haine (ce qui est le cas de la plupart de nos répondants).

Si nous parlons d'exemples de "mauvaises" stratégies d'adaptation par rapport aux discours haineux, l'acceptation des limites qu'ils entraînent et leur normalisation, souvent mentionnées par nos répondants, arrivent en tête. Dans une certaine mesure, l'opposé est l'hypersensibilité. Il s'agit d'une réaction excessive à tout stimulus verbal externe que les répondants considèrent comme un possible discours de haine. La perte d'estime de soi est également mentionnée très souvent. Toutes les stratégies mentionnées dans les entretiens montrent la pression psychologique exercée par l'exposition répétée à des situations de discours haineux. Sans surprise, l'automutilation a également été mentionnée à plusieurs reprises par les répondants.

Une autre stratégie consiste à tenter de fuir la ville ou le pays en question, une stratégie très compliquée (comme l'admettent les personnes interrogées elles-mêmes). Pour les demandeurs d'asile et les migrants en général, quitter le pays dans lequel ils vivent est compliqué en raison des barrières juridiques, tandis que pour les personnes qui n'ont pas de passé migratoire, l'idée de quitter leur pays est souvent absurde et blessante. Quelques personnes interrogées ont ouvertement déclaré qu'elles avaient envisagé de fuir leur ville mais qu'elles avaient conclu qu'il n'y avait nulle part où aller, soit parce qu'elles emmèneraient les problèmes avec elles, soit parce qu'elles avaient le sentiment qu'elles ne devraient pas avoir à fuir à cause de quelque chose qui n'est pas de leur faute.

L'isolement comme stratégie a également été mentionné assez souvent. Les répondants se sont renfermés, s'enfermant dans un ghetto imaginaire, à la fois mental et physique. Les répondants ont parlé d'éviter les transports publics (y compris les arrêts de bus), car c'est là que les discours haineux se produisent fréquemment. Cela restreint leur mobilité lorsqu'ils essaient de trouver un emploi, par exemple. En raison de leurs expériences, ils ne trouvent souvent du travail que parmi "leurs semblables", c'est-à-dire des personnes issues de l'immigration, de la même religion (musulmans) ou de la même ethnie. Ils mentionnent également qu'ils suppriment leurs profils de médias sociaux parce qu'ils sont exposés à des attaques en ligne. Nous considérons que ces deux résultats sont très importants car ils conduisent à une plus grande désagrégation de la société.

Photo by Sasha Freemind on Unsplash

Certains répondants ont également mentionné qu'ils craignaient que leurs enfants ne vivent les mêmes situations.

Les stratégies d'adaptation considérées comme bonnes sont basées sur le concept de "ne pas abandonner". Il est souvent dit qu'il est vital pour les personnes touchées par les discours de haine d'essayer de poursuivre leur travail habituel et de bien le faire car, ce faisant, elles prouvent (même à elles-mêmes) qu'elles font partie intégrante de la société et que leur valeur ne dépend pas de la couleur de leur peau ou de leur pays d'origine. Si cette stratégie a souvent été mentionnée par les personnes interrogées comme une bonne stratégie d'adaptation, il est important de souligner qu'elle déplace la responsabilité des auteurs vers les personnes ciblées, qui sont chargées de fournir la "preuve" de leur "normalité".

Certaines personnes interrogées ont dit qu'une psychothérapie régulière les aidait à lutter contre la dépression, l'automutilation, etc. qui sont les conséquences d'une discrimination de longue durée. D'autres, cependant, ont indiqué qu'elles refusaient de consulter un psychologue parce qu'elles estiment généralement qu'elles doivent faire face à la situation elles-mêmes.

Certains répondants ont trouvé utile de renvoyer le problème du discours de haine aux institutions de l'État et de traiter la situation au niveau institutionnel ; cependant, comme nous le verrons dans les sections suivantes, cette stratégie n'est pas toujours couronnée de succès.

Les personnes interrogées ont souvent mentionné qu'il est utile de trouver une communauté de personnes qui ont des expériences similaires, de participer à des manifestations contre les discours de haine, de coopérer avec des ONG ou de rejoindre un parti politique qui s'occupe de cette question.

Photo by Tim Mossholder on Unsplash

Voici à nouveau Mateo

Les réponses de Mateo à la discrimination dépendent du lieu et des circonstances de la situation. Il répond souvent aux inconnus qui l'attaquent et leur parle de son identité de genre. Comme réponse de base, il essaie de ne pas se mettre en colère mais de rester calme et de contrôler ses pensées. Il avait l'habitude d'éviter certains endroits à cause des situations quotidiennes de discours de haine et ignorait les attaques de toutes les manières possibles afin de se protéger. Aujourd'hui, il essaie de ne pas se laisser limiter. L'une des conséquences de cette approche est qu'il se retrouve souvent à réfléchir aux raisons pour lesquelles les gens font preuve de discrimination à son égard. Cependant, avec le temps, il a appris à ne plus se demander "Pourquoi moi ?". Mateo a appris à ne plus prendre les "petits problèmes" au sérieux. Il a également essayé différentes stratégies d'adaptation. Par exemple, il a essayé de s'habiller discrètement pour ne pas se faire remarquer, mais cela n'a pas été utile au final. La méditation est sa méthode de prédilection car elle l'aide à faire face à la discrimination.

Mateo

Exemple 10

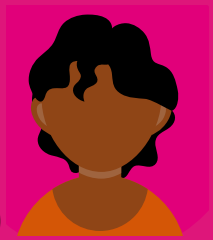
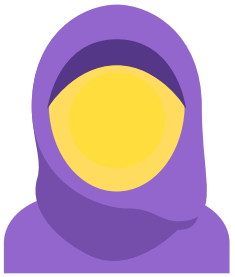


Photo by Aiony Haust on Unsplash



Voici Klara

Exemple 11

Klara est née en République tchèque et possède la nationalité tchèque. Cependant, elle s'identifie comme musulmane, ce qui, dans le contexte tchèque, fait d'elle un membre d'un groupe minoritaire. Elle s'est convertie à l'islam il y a 12 ans, lorsqu'elle a rencontré son mari, originaire d'Afrique du Nord. Elle élève trois enfants (en âge de fréquenter l'école primaire et élémentaire) et vit avec sa famille dans une petite ville du centre de la Bohême. En plus d'être une mère au foyer, elle travaille pour une agence gouvernementale en tant que responsable des médias sociaux (elle travaille de chez elle la plupart du temps). Une partie de son travail consiste à s'occuper des profils de médias sociaux de l'agence et à modérer les discussions. Cela signifie qu'elle est également confrontée à des discours de haine dans le cadre de son travail. Comme Klara porte un foulard, son identité religieuse est apparente lorsqu'elle se trouve dans des espaces publics, ce qui a un impact significatif sur la façon dont elle vit les discours haineux.

Klara essaie de faire face publiquement à ses expériences en les partageant sur son profil FB et en informant les gens. Elle a également contacté des avocats et porté plainte contre plusieurs auteurs de violences. Si le fait de partager avec les gens et de discuter de ses expériences avec eux est généralement utile, les contacts avec la police et les institutions publiques ont été très désagréables et lui ont donné un sentiment d'impuissance extrême.

Ses expériences continues en matière de discours haineux ont eu un impact sur elle, tant sur le plan personnel que professionnel. Dans son travail, elle considère les commentaires haineux comme une opportunité et pense qu'il pourrait être utile qu'elle, en tant que femme musulmane, engage poliment la discussion avec les personnes qui détestent les musulmans, car il y a une chance qu'elles voient une personne réelle avec une vie normale au lieu d'une idéologie abstraite et dangereuse.

Sur le plan personnel, en revanche, les attaques verbales l'ont amenée à modifier son comportement quotidien : pendant un certain temps, elle a complètement évité les transports publics, et n'utilise plus que les trams et les bus, mais évite toujours le métro. À la suite d'une série d'expériences désagréables, elle a cessé d'aller au zoo (du moins pas pendant le week-end) et, en général, elle essaie d'éviter les endroits bondés.

Elle affirme que le principal effet négatif de tous ces incidents sur son bien-être personnel est la dégradation de son sentiment de sécurité. Elle se sentait en sécurité chez elle, mais aujourd'hui elle ne se sent plus vraiment en sécurité nulle part, car elle a appris que plusieurs de ses voisins sont des partisans d'un mouvement anti-islam et que même les interactions quotidiennes "normales" peuvent déclencher des discours de haine. Dans son travail, elle sait qu'en étant simplement là, elle peut indirectement provoquer une situation, mais elle peut la gérer. Cependant, elle a du mal à gérer le niveau de vie quotidien et le sentiment constant de danger.

Par conséquent, elle n'a pas changé son comportement en ligne, mais elle a modifié ses pratiques et routines quotidiennes en raison de son expérience des discours haineux.

Elle a également du mal à parler de ces événements avec d'autres personnes. Elle a un ou deux amis très proches et un collègue en qui elle a vraiment confiance. Même s'ils ne vivent pas tous la même expérience, ils lui apportent tous un soutien inconditionnel et, surtout, prennent les incidents au sérieux et la croient lorsqu'elle explique ce qu'elle ressent. En revanche, même son mari, en tant qu'homme et en tant que personne moins exposée parce que sa foi n'est pas visible, a parfois du mal à la comprendre et a tendance à minimiser ses expériences, ou à les résoudre en disant des choses comme "Tu devrais peut-être prendre un peu de recul." Elle a ainsi l'impression que les discours de haine sont de sa faute, car elle n'est pas prête à "prendre du recul". Elle n'en veut pas à son mari ni à personne d'autre de ne pas comprendre ce qu'elle vit, car elle sait qu'il est impossible de comprendre l'impact des discours haineux sans en avoir fait l'expérience. D'un autre côté, cela crée un certain sentiment de distance et la fait parfois se sentir seule.

Auto-organisation et responsabilisation

Le contre-discours est généralement possible et efficace en tant que réaction immédiate. Grâce au contre-discours, les situations de discours de haine peuvent être transformées en une sorte de débat politique. De cette façon, il peut également devenir une stratégie d'adaptation à plus long terme. Les personnes victimes de discrimination au quotidien peuvent finir par être politisées, c'est-à-dire prêtes à résoudre la discrimination structurelle en s'organisant politiquement.

L'étude a mis en évidence plusieurs niveaux de politisation. Certaines personnes interrogées participent à des événements publics traitant de la question, par exemple des actions de rue en soutien à des campagnes comme Black Lives Matter. D'autres vont jusqu'à rendre publiques leurs histoires et leur vie avec la discrimination quotidienne et utilisent leur voix pour mobiliser les autres, ou utilisent leurs propres plateformes artistiques, comme c'est le cas du rappeur Typhoon ou de la chanteuse Pearl aux Pays-Bas.

Certaines personnes interrogées ont décidé de rejoindre des organisations non gouvernementales sur le terrain qui s'occupent de discrimination, de discours de haine et d'éducation antiraciste. Elles sont ainsi devenues des "activistes organiques", c'est-à-dire des personnes confrontées au discours de haine dont la profession est de combattre la discrimination et d'aider les personnes qui en sont victimes, sur le plan juridique, social, psychologique, éducatif, politique et médiatique. Sur le plan politique, l'une des réactions les plus marquantes et finalement les plus efficaces est de rejoindre ou de créer un parti politique. Nous avons observé ces cas aux Pays-Bas dans des partis tels que Bij1 pour l'égalité raciale (https://bij1.org/) ou DENK (https://www.bewegingdenk.nl/), dirigés par des personnes d'origine turque et marocaine qui ont décidé de se battre pour obtenir l'égalité des droits.

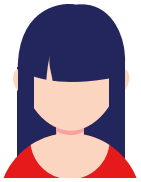
Photo by Natalie Hua on Unsplash

Le fait de devenir politiquement actif et organisé attire, et intensifie considérablement les expériences de discours haineux et de discrimination, car les personnes deviennent des personnalités publiques et ne sont pas seulement visées pour leur sexe, leur couleur, etc. mais aussi pour leurs opinions et leur rôle de porte-parole. Parfois, cela peut conduire à une menace directe sur leur vie et leur bien-être.

Photo by Miguel Bruna on Unsplash

L'histoire de la vie de Jasmina Kuhnke, en Allemagne, en est un bon exemple. Jasmina est une militante noire et fait campagne contre le racisme depuis des années. En 2021, elle a commencé à recevoir des lettres de menaces.

Il est important de noter qu'en Allemagne, Jasmina est l'une des nombreuses personnes contraintes de vivre avec des menaces de mort constantes. Les personnes qui font campagne contre la discrimination reçoivent de plus en plus souvent de graves menaces et des lettres de menaces sont envoyées à leur domicile. Ce sont en particulier les journalistes, les politiciens, les employés d'ONG et les activistes qui sont attaqués par des lettres de menace. Depuis 2018, les défenseurs des victimes dans le cadre du procès NSU ont reçu un nombre croissant de menaces signées par "NSU 2.0". Ces menaces ont également concerné leurs familles. Jasmina elle-même a été attaquée avec des menaces racistes et antiféministes et son adresse a été publiée avec l'appel à " boucher Jasmina Kuhnke ". Cela l'a obligée, elle et sa famille, à fuir leur maison. Elle a donc dû payer pour un nouveau logement ainsi que pour une protection juridique et policière. Une initiative de collecte de fonds appelée "Fonds SHEROES" a été lancée pour soutenir des militants comme elle. Plus de 180 000 euros ont été collectés, ce qui montre que de nombreuses personnes soutiennent la lutte contre les discours de haine. Grâce à ce fonds, Jasmina Kuhnke a pu trouver un nouveau lieu sûr pour elle et sa famille et intente une action en justice contre les agresseurs. Le nom de la campagne souligne également la nécessité d'une approche prudente et sensible de la terminologie. Utiliser des termes tels que "héros" pour désigner toutes les personnes qui luttent contre la discrimination structurelle et qui doivent faire face à des conséquences encore plus graves en raison de ce combat revient à leur rendre leur autonomie et leur libre arbitre.



Voici Emma

Exemple 12

Emma est une jeune femme de 25 ans d'origine chinoise qui vit à Arnhem depuis qu'elle est toute petite. Elle a été adoptée par ses parents. À l'école, elle se faisait parfois insultée par ses camarades de classe ("banane blanche"), mais la plupart du temps, elle a eu une enfance heureuse et de nombreux amis. Elle ignorait la plupart du temps toutes les insultes ("Ils ne connaissent pas mieux"). Cependant, après l'éclatement de la crise du COVID-19, elle a remarqué qu'on l'ignorait et qu'on l'évitait dans les magasins et dans la rue. Elle a également entendu dire que les gens se référaient à elle en disant des choses comme : "Ils ont causé l'épidémie" ou "le virus chinois". Cette expérience l'a poussée à rejoindre les rassemblements intitulés "Stop Asian Hate". Elle a eu le sentiment qu'elle devait faire quelque chose et ne pas laisser le virus de la haine aller plus loin.

Voici Marilyn

Exemple 13

Marilyn est une jeune femme de père néerlandais et de mère marocaine qui vit à La Haye. Elle est diplômée en mathématiques de l'université de Rotterdam et travaille pour le ministère des affaires intérieures. Comme elle s'intéresse à la politique, elle s'est rendue à un meeting électoral du Parti pour la liberté, dirigé par le célèbre populiste Geert Wilders. Il a demandé au public : "Voulez-vous plus ou moins de Marocains dans votre pays ?" Le public a répondu en hurlant : "Moins, moins, moins". Marilyn était choquée et a quitté le rassemblement. Elle essaie d'ignorer ce sentiment de choc. Cependant, elle a ensuite rejoint le groupe qui a porté plainte contre Wilders et a réussi à le faire poursuivre et condamner. Marilyn est très heureuse du résultat de leur action collective. La cour d'appel a confirmé le verdict.

Photo by Kareem Hayes on Unsplash

Voici Gianpaolo

Exemple 14

Gianpaolo, 67 ans, est italien, catholique, et travaille comme journaliste. Il est originaire de la région du lac de Garde, dans le nord de l'Italie. Il est cofondateur du mouvement italien LGBTQ+ et ancien sénateur et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Gianpaolo a connu de nombreuses situations discriminatoires tout au long de sa vie. Juste après son coming out dans la seconde moitié des années 1970, il a dû faire face à des insultes verbales dans les rues de sa petite ville. La population étant plus ou moins divisée en deux, entre ceux qui demandent le respect - y compris l'un des prêtres catholiques locaux - et ceux qui s'éloignent de lui, ne lui parlent plus, voire répandent des mensonges sur son mode de vie. Le plus dur a été de faire face à la pression sociale exercée sur ses parents, tous deux issus de la classe ouvrière et contraints de faire face à quelque chose d'inédit pour eux. Ces expériences ont conduit Gianpaolo et d'autres à commencer à organiser un mouvement gay et à devenir politiquement actifs.

En décembre 1980, il a cofondé l'un des premiers groupes locaux de Sicile affiliés à Arcigay, qui est aujourd'hui la plus grande organisation italienne de défense des droits des homosexuels. Le travail de Gianpaolo et la création du groupe se sont accompagnés d'attaques physiques contre Gianpaolo par des extrémistes de droite, juste après que deux jeunes homosexuels aient été tués parce qu'ils avaient une relation. Gianpaolo et ses amis ont eu très peur car ils pensaient qu'ils allaient être tués. Gianpaolo dit : "J'avais peur qu'ils me tuent aussi" et il se souvient que la police a d'abord laissé les extrémistes de droite "faire leur sale boulot", puis est intervenue pour soi-disant aider les personnes attaquées.

Dans sa lutte contre les discours haineux, et dans ce cas particulier contre les discours haineux anti-LGBTQ+, Gianpaolo mentionne l'effort collectif du mouvement gay italien plutôt que les réactions individuelles des victimes : face à l'urgence du sida, qui a été qualifié de "fléau des pédés", la communauté gay a réagi en prenant la tête d'une vaste campagne d'information, parmi les communautés gay, dans les écoles, les villes et les villages, pour promouvoir l'utilisation des préservatifs. Selon Gianpaolo, la contre-information est cruciale en tant que stratégie à long terme. Dans le cas présent, elle a conduit à l'engagement réussi de milliers de personnes qui ont pu constituer des réseaux, convaincre les gens et construire des majorités sociales et politiques autour du principe que le virus ne dépend pas de l'orientation sexuelle mais des pratiques sexuelles, qu'elles soient homosexuelles ou hétérosexuelles.

Selon Gianpaolo, une stratégie cruciale et, somme toute, fructueuse, a consisté à construire un mouvement de masse gagnant pour faire campagne, plaider, étudier, informer, enseigner, participer à des débats publics et à des conférences, multiplier l'impact de l'information, faire pression sur les médias et les politiciens, discuter avec l'église catholique ainsi qu'avec d'autres églises. En parvenant à atteindre leurs objectifs de démantèlement des préjugés et des stéréotypes liés au VIH et d'obtention de médicaments et de soins médicaux gratuits pour les personnes infectées, les personnes touchées par la discrimination LGBTQ+ sont devenues des gagnants et ont vu leurs arguments reconnus par l'opinion publique, les médias et les décideurs politiques.

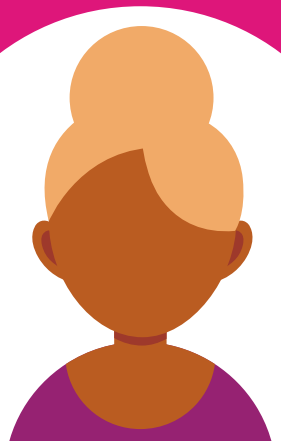
Au cours du nouveau millénaire, Gianpaolo est resté politiquement actif dans la lutte contre les discriminations, y compris les situations de discours de haine. En 2007, alors qu'il était sénateur, il est intervenu lors d'un débat au Sénat sur l'abolition de la peine de mort dans l'armée italienne, faisant valoir que le refus d'accepter un ordre de mort, en plus d'être un droit, est un devoir, et a exprimé sa solidarité envers les soldats qui désertent les forces armées. Le lendemain, l'un des principaux quotidiens conservateurs italiens a publié un article en première page, signé par le rédacteur en chef du journal, disant : "Le sénateur Silvestri est un fondateur d'Arcigay et il aime les déserteurs. Peut-être parce que quand ils s'enfuient, ils offrent leur cul." Après quatre ans de batailles juridiques, le rédacteur en chef a été reconnu coupable d'homophobie et a dû verser à Gianpaolo 50 000,00 € de dédommagement.

Voici Sylvana

Exemple 15

Sylvana est une femme de couleur de 50 ans, née au Surinam. Elle a quitté le Surinam au début des années 1970 pour s'installer aux Pays-Bas avec ses parents. Elle était alors présentatrice connue de la télévision et de la radio néerlandaise et était souvent invitée dans des émissions de plateaux télévisés. Pendant toute sa vie, il était tout à fait banal pour elle d'être considérée et traitée différemment des autres femmes (blanches) et, dans la plupart des cas, elle l'ignorait. Un jour, elle a lu un article dans un grand magazine néerlandais sur les dix raisons pour lesquelles les Néerlandaises devraient sortir avec des hommes à la peau foncée. Elle a immédiatement exprimé son incrédulité aux rédacteurs de ce magazine et en a parlé au cours de l'émission télévisée qui suivait, à laquelle elle était invitée. Cet événement a marqué le début d'une série d'actions qu'elle a entreprises pour lutter contre la discrimination envers les personnes à couleur de peau noir. Elle commence à s'opposer fermement à la figure de Black Pete dans la tradition de Saint-Nicolas et à corriger les personnes qui (ne serait-ce que par accident) utilisent des mots discriminatoires. Son attitude a suscité beaucoup de soutien mais aussi beaucoup de réactions négatives. Elle est accusée de "prendre notre Black Pete et de ne pas comprendre le folklore néerlandais". Elle réagit en fondant son propre parti politique. Elle a été élue membre du conseil municipal d'Amsterdam et est membre du Parlement néerlandais depuis le début de l'année 2021.

Photo by Joakim Honkasalo on Unsplash



Voici Doreen

Exemple 16

C'est une femme de 40 ans qui travaille dans les relations publiques. Elle est née en Europe et a grandi en Allemagne. Doreen est une militante politique depuis qu'elle est adolescente. Elle subit des discours de haine en ligne, par le biais de commentaires sur les plateformes de médias sociaux, et hors ligne, dans des situations quotidiennes comme dans les transports publics. En outre, l'adresse de son domicile et son identité privée ont été publiées sur des réseaux d'extrême droite, et elle a reçu des lettres de menace. Elle considère ces événements comme très dramatiques et y réfléchit et en parle de manière très détaillée dans l'interview.

Doreen se souvient du moment où elle a commencé à recevoir des lettres de menaces. Au début, elle a eu beaucoup de mal à y faire face. L'une de ses premières réactions a été de prendre deux semaines de congé. Lorsqu'elle a entendu dans les médias que, par exemple, certaines femmes politiques recevaient elles aussi des lettres de menaces, son traumatisme a refait surface. En réaction, elle ne sort plus seule le soir et évite les endroits sombres ou dangereux. Elle essaie également de ne pas dormir seule, ce qui est souvent difficile. Pour faire face à des dangers aussi graves et à des situations de discours haineux, sa communauté, sa famille et ses amis lui offrent un refuge.

De plus, elle compte sur son réseau pour obtenir du soutien dans ce cas. Elle a mentionné qu'il est important d'avoir dans son réseau des personnes privilégiées et bien connectées qui peuvent vous soutenir dans ces situations. Il est également important pour elle d'en parler et de demander une aide professionnelle. Dans le cas des lettres de menace, elle a contacté un bureau de conseil qui lui a recommandé de se rendre au bureau national des enquêtes criminelles (et l'a accompagnée jusqu'à là-bas). Comme pour d'autres expériences de discrimination, elle trouve particulièrement difficile de ne pas être cru et de ne pas être prise au sérieux. Même les lettres de menace n'ont pas toujours été prises suffisamment au sérieux par les organismes publics. Certaines personnes ne comprennent pas la référence et demandent même "Qu'est-ce qu'il y a de raciste là-dedans ?", alors que la lettre contient un symbole d'extrême droite. Devoir expliquer et prouver le racisme est très stressant pour Doreen. Le bureau national d'investigation criminelle ne la prend pas au sérieux car il ne considère pas que les circonstances soient menaçantes. Le bureau a essayé de relever les empreintes digitales sur les lettres mais a déclaré qu'il ne pouvait pas faire grand-chose. Il a également affirmé que Doreen n'avait pas à s'inquiéter, ce qui, aux yeux de Doreen, n'apporte aucune aide.

En outre, Doreen souligne que d'essayer d'empêcher les gens d'utiliser un langage insultant ou certains mots ne peut pas venir à bout du racisme et de la discrimination, car ce ne sont que des symptômes de la situation et que le désavantage et l'exploitation systémique sous-jacents sont toujours là.

Infrastructures de soutien disponibles

Il est difficile d'analyser les infrastructures de soutien du point de vue des personnes touchées par la discrimination car, comme nous l'avons déjà mentionné, la plupart des incidents ne sont jamais signalés et la plupart de nos répondants font face à leurs impacts par eux-mêmes, ou avec l'aide de leur famille et de leurs amis, sans chercher à obtenir une aide extérieure.

En général, il existe deux grandes infrastructures:

1) **Les institutions de l'État,** notamment la police, les tribunaux et le système judiciaire; et

2) **Les réseaux de soutien de la société civile et les ONG** travaillants dans le domaine du racisme, de la discrimination, de la protection des victimes de crimes, etc. De nombreuses ONG coopèrent entre elles au niveau européen par le biais d'organisation-cadres telles que l'ENAR (Réseau Européen contre le Racisme). L'UE a sa propre organisation qui contrôle le racisme, la xénophobie et la discrimination : la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI). Outre le suivi, l'ECRI a pour mandat d'émettre des recommandations aux États membres de l'UE et de les conseiller sur les processus législatifs au niveau européen. Les organes européens ont toutefois rarement un impact direct dans les cas d'attaques racistes individuelles par des discours de haine, à moins que la personne concernée puisse s'adresser à une ONG qui, à son tour, est en mesure de porter l'affaire au niveau européen.

1) Infrastructures de l'État

Autorités locales, police et tribunaux

En ce qui concerne les infrastructures de l'Etat, nos répondants font principalement état d'expériences avec la police et, si leurs affaires sont poursuivies, avec les tribunaux. Si, dans la plupart des pays, la police est formée et sensibilisée à l'identification des discours de haine, la pratique et les infrastructures elles-mêmes sont souvent insuffisantes. Dans ce domaine, l'expérience de nos répondants est très variable. Nombre d'entre eux font état d'expériences négatives avec la police, allant de l'insensibilité et du désagrément au racisme pur et simple, en passant par la victimisation secondaire.

2) Acteurs de la société civile, ONG

Les actions de la société civile sont interprétées par nos répondants comme étant utiles, sensibles et attentionnées et, selon eux, l'assistance offerte par les ONG s'oppose aux infrastructures de l'État.

Voici quelques exemples de l'aide apportée par les ONG:

- Conseil juridique
- Conseils psychologiques, organisation de groupes de soutien
- Activités d'éducation et de sensibilisation aux droits des victimes et à la possibilité de porter plainte contre les agresseurs.
- Médiation interculturelle, conseil dans les lieux publics tels que les écoles
- Campagne publique contre les discours de haine et le racisme, organisation de protestations publiques et d'actions directes en faveur des personnes visées par les discours de haine et les crimes haineux.

La principale attente à l'égard de l'aide institutionnelle, peu importe le niveau, est la reconnaissance de la gravité des situations de haine auxquelles les répondants ont été confrontés.

De nombreuses personnes touchées quotidiennement par la haine et les pratiques discriminatoires ont du mal à expliquer comment elles sont affectées ; lorsqu'elles apprennent qu'il existe un soutien et des interventions possibles, elles apprécient grandement le sentiment d'être considérées comme des personnes qui ont réellement besoin d'aide. Tout type d'intervention leur est utile car il leur indique que les problèmes auxquels elles sont confrontées sont indubitablement réels et nécessitent des solutions et des actions qui ne relèvent pas de leur responsabilité.

Photo bymentatdgt on Pexels

Une assistance institutionnelle peu utile

Les expériences avec les ONG ont été le plus souvent perçues comme positives (attention particulière, écoute, défense, etc.) alors que les expériences avec les interventions des institutions publiques ont été ambivalentes et parfois même négatives. Certains policiers, enseignants ou juges sont intervenus de manière appropriée, tandis que d'autres l'ont fait de manière inappropriée ou même d'une manière qui viole leurs codes de conduite professionnels.

Les questions abordées par nos répondants sont sensibles et très personnelles. Un élément clé pour traiter avec eux lorsqu'ils rapportent ou racontent leurs expériences est un certain niveau d'engagement personnel. Contrairement aux ONG et aux activistes, cela est difficile à atteindre pour les fonctionnaires du gouvernement. Nos répondants ont souvent décrit leurs relations avec les autorités comme étant détachées, et ont parfois eu le sentiment que leurs problèmes ne les intéressaient pas, à moins qu'ils ne les dérangent explicitement. En bref, nos répondants s'attendaient à être pris au sérieux par les autorités, ce qui n'a pas toujours été le cas. En revanche, lorsqu'ils interagissaient avec une ONG, les personnes touchées par les discours de haine étaient, souvent pour la première fois, traitées avec le respect qu'elles ne recevaient pas autrement. Ainsi, la différence entre les rapports avec les autorités et les rapports avec les ONG est que nos répondants ont perçu le personnel des ONG comme étant serviable, empathique, véritablement intéressé par leur situation et voulant vraiment les aider, même lorsque les ONG ne pouvaient pas aider parce que leur aide était limitée (par exemple, appréhender ou condamner l'auteur du discours de haine).

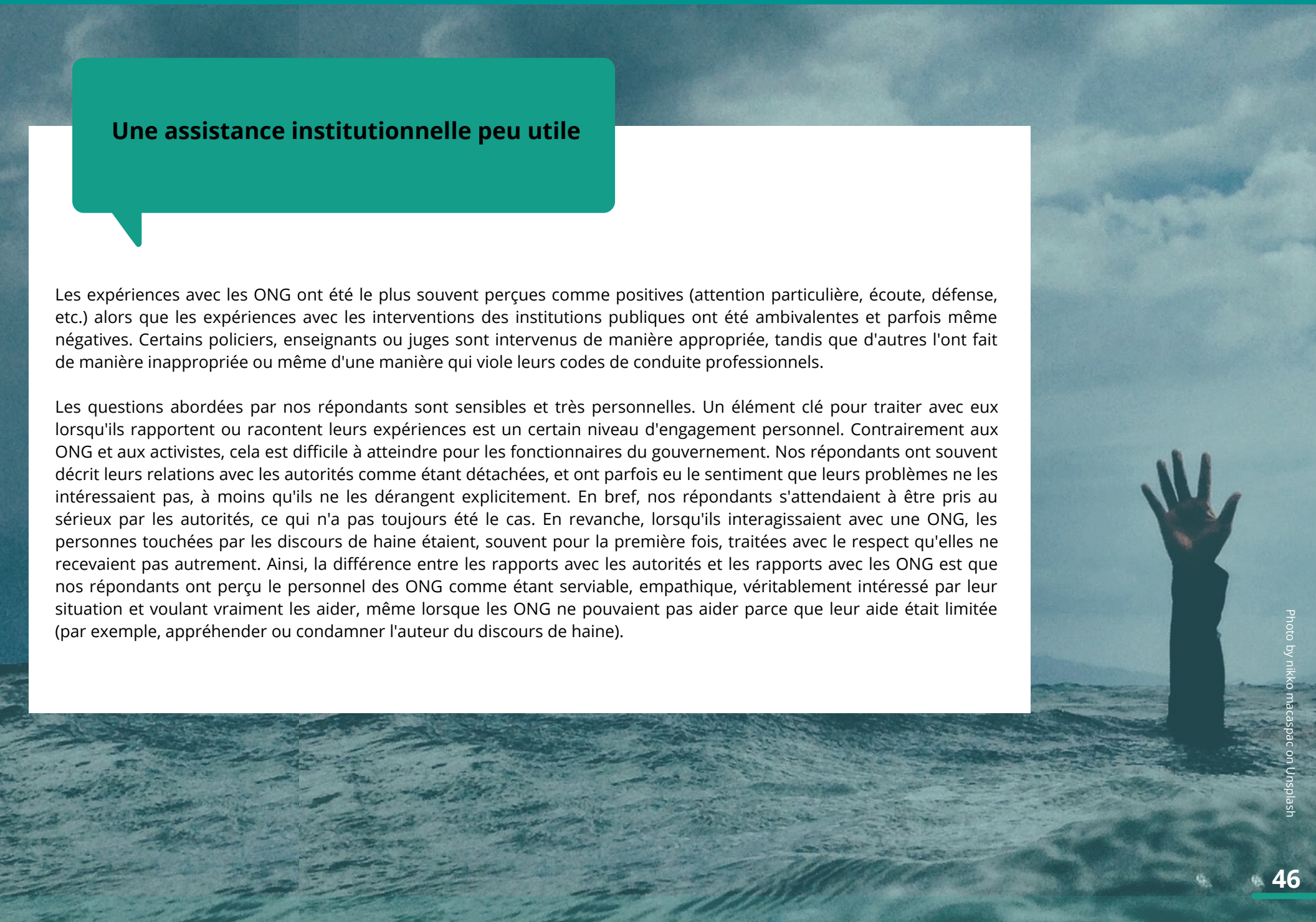


Photo by nikko macaspac on Unsplash

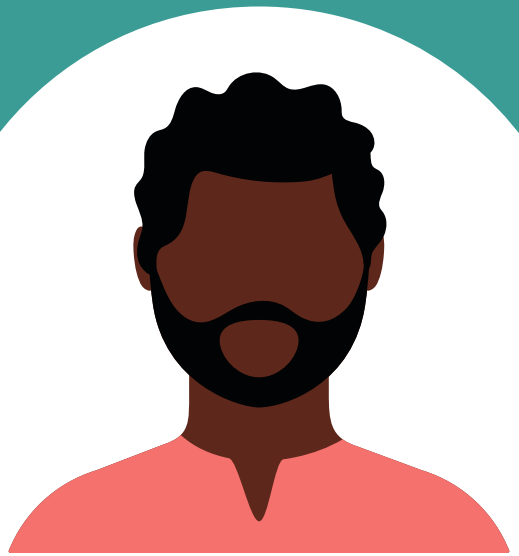
Photo by Bahador on Unsplash

D'autre part, les rapports avec la police sont parfois perçus comme stressants. Certains répondants pensent que la police n'a souvent aucun intérêt réel à résoudre leurs problèmes, ou que les discours de haine ne sont pas considérés comme un véritable problème. De nombreuses personnes affirment qu'il existe une différence significative entre la jeune génération de policiers, qui est considérée comme plus solidaire, et l'ancienne génération, qui est souvent hostile. Cette situation peut également être liée à l'accent particulier qui a été mis sur les discours de haine ces dernières années. Cela signifie que les jeunes policiers peuvent avoir une meilleure compréhension de cette question et être mieux formés que leurs collègues plus âgés. En général, cependant, les expériences de certains de nos répondants étaient déchirantes, et le contact avec la police était épuisant. Le problème du discours haineux était lui-même éclipsé par les contacts répétés et difficiles avec les policiers, ce qui a eu pour effet de diminuer la qualité de vie de nos répondants.

Cette expérience peut conduire à une méfiance envers l'État et ses institutions. Un nombre important de personnes interrogées sont convaincues qu'il est inutile d'essayer de résoudre les problèmes causés par les discours de haine avec la police car rien ne se passe. Les auteurs ne seront pas arrêtés, et encore moins condamnés. Cette expérience renforce également leur conviction qu'il est préférable d'ignorer les situations de discours de haine, sans réagir et sans se défendre contre les attaques verbales.

Dans certains cas, il en va de même dans les écoles. Le rôle des enseignants est critiqué à plusieurs reprises, mais aussi décrit comme étant positif et utile. Les aspects éducatifs sont toujours soulignés de manière positive, y compris dans les écoles. De nombreuses personnes interrogées attribuent le comportement des auteurs et des spectateurs à leur manque d'éducation.

La conclusion la plus significative tirée des entretiens et du recoupement de toutes les personnes interrogées est l'importance de l'éducation. Celle-ci doit commencer avec les parents et à l'école, et doit être soutenue par des campagnes en ligne, par la télévision ou des présentations vidéo.



Voici Jonas

Exemple 17

Il est âgé de 39 ans et a quatre enfants avec sa compagne.

Il est angolais et est parti étudier au Portugal à l'âge de 17 ans. Au Portugal, il a fréquenté l'école secondaire et est allé à l'Université, où il a obtenu une maîtrise en relations internationales. Il aurait aimé étudier le droit, mais cela n'était pas possible pour lui. Pendant ses études, il a suivi une formation de moniteur d'auto-école, car il s'intéresse aux lois et aux codes de la route. Depuis, il est moniteur d'auto-école.
Jonas se souvient d'un incident particulièrement traumatisant qui s'est déroulé dans une banque. En 2004, son père avait transféré de l'argent de l'Angola vers le Portugal. Jonas s'est rendu à la banque pour récupérer l'argent mais a remarqué que le personnel était très silencieux. Au bout de 10 minutes, un groupe de policiers est arrivé, l'a frappé à l'arrière de la tête et l'a menotté.

La banque était en train d'être cambriolée et les employés avaient alerté la police. Lorsque les agents sont arrivés, ils ont décidé de lui passer les menottes, à lui, le Noir, au lieu des deux braqueurs portugais blancs qui se trouvaient à côté de lui.

Jonas s'est senti impuissant, n'a rien pu faire, n'avait personne au Portugal pour l'aider, et aurait même pu être discrédité aux yeux de ses parents. Si les employés de la banque n'avaient pas dit qu'il n'était pas le voleur, il aurait même pu être arrêté sans pouvoir se défendre. Ni les employés ni la police n'ont été très sensibles. Seule une femme a dit qu'il n'était pas le voleur et lui a témoigné sa solidarité. Les policiers se sont excusés, mais ils ne semblaient pas sincères. Jonas a quitté la banque en souffrant physiquement et avec un sentiment qu'il décrit comme horrible. Il décrit cette expérience comme ayant changé sa vie, de la pire façon possible.

IV. Interventions et soutien

Intervention (non-)individuelle

Bien que de nombreux aspects de nos conclusions sur le discours de haine varient d'un pays à l'autre, un point a fait l'objet d'un accord écrasant entre tous les répondants. L'un des facteurs essentiels qui contribuent à éliminer partiellement les effets du discours de haine est l'intervention individuelle des spectateurs lors d'une attaque verbale. Tous les répondants ont déclaré que l'intervention personnelle les aide énormément. Cependant, tous ont également rapporté que cela se produit rarement ou, plus précisément, que cela ne se produit pas au même moment que les attaques verbales réelles. Cependant, elle constitue un élément essentiel de la "psycho-hygiène" qui suit l'agression, lorsque nos répondants discutent de la situation avec leurs amis ou leur famille. On constate ici une différence significative avec les personnes dont les familles ont compris leurs expériences et leur ont apporté un soutien nettement plus important. En général, il s'agit de familles d'immigrés où l'ensemble des membres de la famille subissent continuellement des discours haineux.

En revanche, le soutien était faible dans les familles où une compréhension similaire faisait défaut, comme les familles de convertis ou de personnes LGBTQ+. Ils vont souvent jusqu'à "blâmer la victime" en disant des choses comme "Tu as inventé ça" ou "Pourquoi es-tu surpris ? Tu dois faire face à cela toi-même". Aucune de ces approches ne correspond vraiment à ce que nos répondants ont besoin d'entendre pour pouvoir faire face aux situations de discours haineux.

Tous les répondants s'accordent à dire que le soutien sur le terrain est essentiel. Qu'il s'agisse d'une intervention directe ou de l'expression de la solidarité après une attaque, il est essentiel de se rappeler qu'il n'est pas toujours utile de viser directement l'agresseur avec un contre-discours. Au contraire, la volonté d'argumenter avec l'agresseur ou de lui rendre la pareille et de le réprimander n'a été perçue comme significative par aucun répondant. Nos répondants ont déclaré que si quelqu'un voulait les aider, il serait utile de rester avec eux et de le faire toujours calmement et de manière factuelle, sans agressivité.

Le soutien des personnalités publiques est également très important. Les personnes touchées par les discours de haine perçoivent les déclarations officielles de politiciens, de journalistes ou de célébrités comme un soutien important.

Photo by Colin Lloyd on Unsplash

Tragédie de la non-intervention:
Recueil de citations

"La plupart des gens aiment détourner le regard quand ils ne sont pas directement touchés par l'hostilité."

"Dans l'expérience du racisme, c'est un aspect très important, je l'appelle le triangle du racisme - en termes de personnes impliquées. L'agresseur, la victime et le tiers - les spectateurs."

"Les étrangers ont tendance à moins intervenir, bien qu'il y ait eu des cas isolés où j'ai reçu un soutien verbal."

"Quand d'autres personnes me voient être victime de discrimination, cela me met vraiment en colère. C'est souvent comme ça. Par exemple, au travail,es collègues le voient et ne disent rien."

"Je pense vraiment que lorsque les gens interviennent, cela permet d'arrêter les discours de haine. Lorsque les gens réagissent principalement en groupe, l'auteur des faits a tendance à s'arrêter."

"Les témoins s'éloignent, ils ne réagissent pas, ils ne veulent pas se mêler."

"Le pire, c'est le silence, quand ils détournent le regard. C'est aussi ce qui fait la différence. La victime se rend compte qu'elle est en fait très seule."

"J'ai eu une expérience très négative avec le système judiciaire et les médias : J'ai dénoncé le harcèlement dont j'ai été victime et on m'a laissé tranquille. Il ne s'est rien passé."

V. Conclusions

Recommandations de la base

De nombreuses recommandations et propositions concernant les politiques et les attitudes à adopter contre les discours de haine et la discrimination ont déjà été rédigées et promues. Parmi celles-ci, nous mentionnons deux exemples récents, l'un aux Pays-Bas et l'autre en Italie. Le premier est un rapport sur la discrimination à l'égard des musulmans à Utrecht, publié en 2020 en néerlandais et fondé sur une étude menée auprès de 585 personnes. [19] Des recommandations sont inclus dans le rapport et nous les avons intégrées dans le compendium comme Annexe I. Le deuxième exemple concerne le travail de Lunaria. Lunaria est membre de notre équipe et, en tant qu'organisation, est active depuis des années dans la recherche d'actions antiracistes de la société civile par le suivi et l'analyse du racisme quotidien et ordinaire et des discours de haine en Italie (voir www.cronachediordinariorazzismo.org). L'organisation a également participé aux travaux de la commission Jo Cox du Parlement italien. [20]

Le Comité Jo Cox sur l'intolérance, la xénophobie, le racisme et la haine, comme il a été officiellement appelé, a été créé en mai 2016 et rebaptisé "Comité Jo Cox" en juillet suivant, en souvenir de Jo Cox, la députée britannique assassinée le 16 juin 2016. Le Comité a été présidé par le président de la Chambre des députés italienne, et ses membres comprenaient un député pour chaque groupe politique de la Chambre, des représentants du Conseil de l'Europe, des Nations Unies, de l'ISTAT (l'Institut italien de statistique), des centres de recherche et des associations civiques qui enquêtent et font campagne contre les discours de haine, ainsi que des experts sur ces sujets. Le rapport final a été approuvé par le Comité lors de sa session du 6 juillet 2017 après 14 mois de travail qui a consisté à entendre 31 personnes et à recueillir 187 documents (études, documents de recherche, monographies, enregistrements de données, prises de position). Le rapport examine l'ampleur, les causes et les effets du discours de haine et présente des propositions et des recommandations pour lutter contre le discours de haine qui ont été inclues en annexe II.

Bien que les recommandations soient déjà nombreuses, nous avons néanmoins jugé utile de mettre en évidence les plus cruciales qui sont ressorties des entretiens avec les personnes victimes de discrimination au quotidien. L'intention est de fournir des recommandations de base et de résumer les principales conclusions de notre recherche et de ce compendium.

Photo by Brad Starkey on Unsplash

[19] https://cdn.goserver.nl/art1middennederland.nl/doc/Moslimdiscriminatie2_710494177.pdf

[20] Ver https://www.camera.it/leg17/1264

V. Conclusions

Réponses et stratégies d'adaptation:
Besoins, souhaits et bonnes pratiques

Les personnes touchées par la discrimination ne partagent pas un point de vue commun sur la meilleure réponse à apporter aux situations de discours haineux. Selon l'humeur de la personne et le contexte de la situation, trois réponses principales prévalent pour les situations de discours haineux en ligne et hors ligne:

1) Le contre-discours;
2) L'ignorance;
3) La demande d'aide.

Bien qu'il n'existe pas de recette unique ou de manuel de bonne conduite, il est apparu que le fait de fixer des limites personnelles à ses réactions et de s'y tenir est positif.

Photo by Jon Tyson on Unsplash

Contre-discours

Discussion: Si vous êtes en sécurité et que vous en avez envie, confrontez l'agresseur dans sa langue et demandez-lui poliment, mais directement, pourquoi il est impoli. Présentez-vous comme une personne polie et de tous les jours. Rester calme, tranquille et maître de soi exige de la maîtrise de soi, une attitude qui s'améliore avec l'expérience. Cette approche est valable pour les situations en ligne et hors ligne.

Exemple: Lorsqu'il a été maltraité à la banque, un répondant a dit : *"Est-ce que vous traitez aussi les autres clients comme ça ? Est-ce une interaction respectueuse ? Pourquoi me traitez-vous de la sorte ? "*La stratégie du répondant a conduit l'employé de la banque à présenter des excuses.

L'humour: Se moquer de l'agresseur et trouver le côté drôle de la situation peut également aider.

Exemple: Répondez par *"Je t'aime aussi".*

Communication non verbale: Ne pas répondre verbalement mais utiliser des parties du corps comme les yeux, les sourcils, le visage, les mains, etc.

Exemple d'une personne interrogée: *"Un regard méchant est souvent une bonne stratégie. Cela ne signifie pas que la personne se tait, mais au moins elle est irritée."*

Ignorer: Lorsque vous ne vous sentez pas bien et/ou que vous n'êtes pas d'humeur, essayez simplement de ne pas entrer en conflit, de rester calme, indifférent, silencieux et d'éviter tout contact verbal ou non verbal (y compris le contact visuel).

Dans la plupart des cas, vous n'êtes pas seul dans les situations de discours haineux, même si vous êtes le seul à être visé. N'hésitez pas à demander aux passants, aux témoins, aux amis ou aux membres de votre famille de vous aider s'ils ne font rien, non seulement après mais aussi pendant l'événement lui-même.

Si le fait de contrer, d'ignorer ou de demander de l'aide n'a aucun effet, vous pouvez menacer d'appeler la police. Ne le prenez pas personnellement, même si vous êtes la cible de l'agresseur. N'oubliez pas que la discrimination est un problème structurel et n'a rien à voir avec vos actions et votre mode de vie.

D'autre part, vous pouvez essayer de personnaliser l'agresseur, ce qui est évidemment plus facile à faire en ligne. Vous pouvez le faire en désanonymisant les délinquants en ligne et leurs attaques dans les chats privés.

En terme de stratégie d'adaptation à long terme, ne gardez pas pour vous vos expériences de discours haineux. Parlez-en lorsque vous vous sentirez prêt à le faire. Vous disposez de plusieurs options que vous pouvez combiner:

Photo by Rineshkumar Ghirao on Unsplash

- Parlez avec les personnes qui vous sont proches (amis, partenaires et membres de la famille, par exemple) dans un environnement privé. Parler avec des personnes proches qui ont vécu des expériences similaires est très utile car, comme nous l'a rappelé une personne interrogée, **"la souffrance partagée est la moitié de la souffrance".**

- Créer et participer à l'organisation d'un groupe de soutien pour les personnes victimes de discrimination. Le groupe peut se réunir aussi souvent que nécessaire.

- Adressez-vous à l'organisme de conseil le plus proche qui traite de ces questions.

- Consultez un psychologue ou un thérapeute avec qui parler régulièrement.

- Parlez à vos supérieurs du problème qui se déroule sous leur surveillance, c'est-à-dire dans leur "territoire de responsabilité" - qu'il s'agisse de votre professeur, d'un directeur d'école, d'un officier supérieur, etc.

- Rendez la situation publique. Parlez aux médias, utilisez vos plateformes de médias sociaux, faites de votre problème privé une préoccupation publique et faites connaître les situations.

Interventions:
Besoins, souhaits et bonnes pratiques

Lorsque vous êtes témoin d'un discours de haine, **INTERVENEZ** immédiatement ou après et défendez les personnes concernées. Cela n'arrive pas très souvent, mais c'est l'intervention la plus bienvenue et la plus nécessaire sur laquelle presque toutes les personnes interrogées sont d'accord. Comme l'a exprimé l'un d'entre eux:

> "Mes recommandations, souhaits et besoins sont davantage un appel aux individus à agir: s'ils sont témoins d'un discours de haine, ils devraient intervenir et soutenir la/les victime(s) devant la/les haineuse(s) ou, dans le cas où ils ne peuvent pas, appeler la police."

Ainsi, les personnes victimes de discrimination se sentiront plus visibles et donc plus en sécurité, tant en ligne qu'hors ligne, et vous contribuerez à rendre leur problème réel (ce qui est important dans les espaces en ligne). En outre, vous coupez l'herbe sous le pied de l'agresseur, qui ne pourra plus prétendre parler au nom de la majorité silencieuse. En outre, vous pouvez toujours transformer un événement de discours de haine en une occasion de sensibilisation à la lutte contre le racisme.

Si une personne est l'ami, le partenaire ou le membre de la famille d'une personne qui a pu être victime d'un discours de haine, elle doit essayer d'en parler avec elle, de s'y intéresser, de l'écouter, d'en discuter et de lui offrir tout le soutien nécessaire.

Ne laissez pas toute la responsabilité et les rôles actifs à la personne concernée - soyez là pour elle, soyez actif, demandez-lui ce que vous pouvez faire pour elle.

Si vous êtes une personnalité connue - un politicien, un journaliste, un influenceur, etc. - exprimez publiquement votre soutien aux personnes touchées par la discrimination. Défendez-les et prenez clairement position contre les auteurs de ces actes.

Photo by Andrew Moca on Unsplash

photo by Christina Morillo on Pexels

Lorsqu'on leur a posé des questions sur le soutien institutionnel, les répondants ont souligné les points suivants qui doivent être améliorés:

- Le réseau de soutien psychologique devrait être plus dense, accessible, bien formé et doté d'un personnel plus nombreux.
- Des bureaux de plaintes indépendants devraient être créés (comme c'est le cas en Belgique ou au Danemark).
- Un soutien accru de la part des autorités locales est le bienvenu, car elles sont souvent les organismes les plus facilement accessibles aux personnes dans leur vie quotidienne: davantage d'informations locales, de campagnes, de services d'assistance, etc.
- Les organisations de conseil et les personnes travaillant sur l'éducation antidiscriminatoire devraient être mieux équipées et plus stables dans une perspective à long terme; elles ne devraient pas être confrontées à des conditions de travail précaires en raison de systèmes de financement instables, limités et à court terme.
- Le soutien juridique existant devrait être plus facilement accessible.
- Des changements législatifs visant à protéger les victimes qui décident de porter plainte sont nécessaires (par exemple, ne pas être obligé de se déplacer pour voir l'agresseur, etc.)
- La police devrait être plus protectrice, plus solidaire et moins ambivalente.

Outre ces mesures concrètes, toutes les personnes interrogées soulignent l'importance de se concentrer sur l'éducation antidiscriminatoire dans les jardins d'enfants, les écoles, au travail, à la maison, en ligne, à la télévision, dans les films, etc. Voici quelques suggestions pratiques:

- Plus de temps consacré à l'enseignement de l'histoire et des cultures des autres continents dans les écoles.
- Plus de jeux interactifs.
- Plus d'échanges, de communication, de débats, d'ouverture dans les écoles.
- Une coopération plus étroite et plus systématique entre les écoles et les organisations dispensant une éducation antidiscriminatoire.
- Une meilleure formation des enseignants.
- Plus de campagnes publiques sur : 1) les expériences quotidiennes 2) Les conséquences et les effets que les situations de discours de haine ont sur les personnes concernées.

En somme, et d'un point de vue plus abstrait, toutes les personnes interrogées soulignent l'importance de forger une culture du respect mutuel, de l'égalité de traitement et du courage civique - une culture où les gens sont traités avec respect, quels que soient le "prestige" de leur emploi et leur origine, une culture où il est normal de défendre publiquement les personnes victimes de discrimination, une culture où les gens sont entendus et traités comme des personnes ayant un nom, une biographie et où leur voix et leur point de vue comptent.

Photo by NeONBRAND on Unsplash

Réponses et stratégies d'adaptation:
Les interdits et les mauvaises pratiques

Lorsque vous êtes confronté à une situation de discours de haine, faites attention à:

- Ne pas répondre avec la même haine et la même agressivité que votre agresseur.
- Ne pas laisser une situation de discours de haine escalader en une confrontation physique et la perte de contrôle.
- Ne pas prendre la situation personnellement et chercher à se venger.
- Vous donnez des signes de dépression, de haine de soi, d'automutilation et d'auto-isolement.
- Vous commencez à croire que c'est votre faute et que les insultes peuvent être justifiées.
- Vous vous laissez envahir par des sentiments de culpabilité.
- Vous devenez apathique et renoncez à rêver et à voir grand dans sa vie.
- Vous vous laissez submerger par la discrimination quotidienne au détriment de la qualité de sa vie (par exemple, être toujours sur le qui-vive dans les espaces publics).

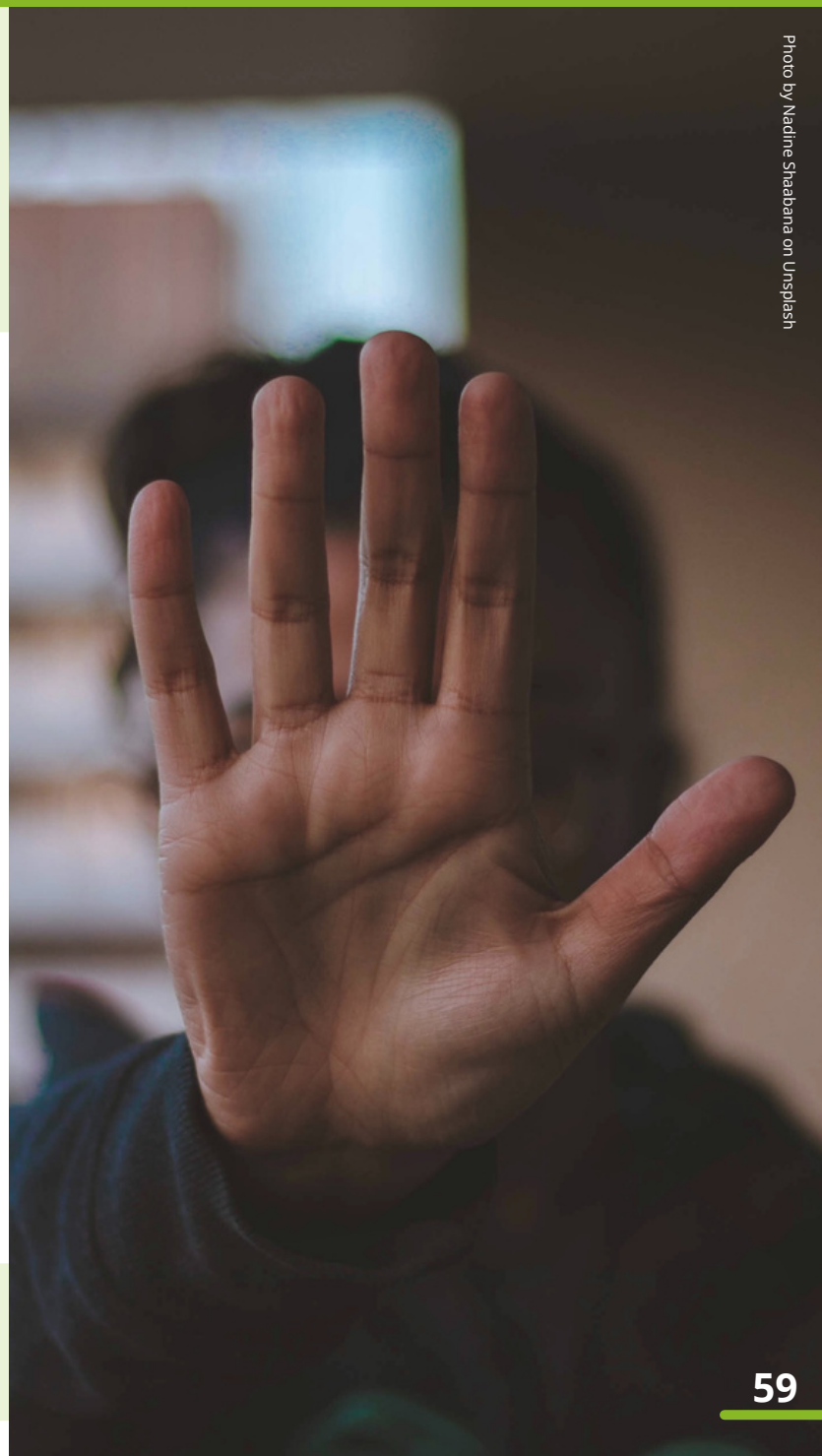


Photo by Nadine Shaabana on Unsplash

Interventions:
Interventions à éviter et mauvaises pratiques

Quand vous êtes témoin d'une situation de discours de haine:

- Ne restez pas silencieux.
- Ne niez pas l'insulte et ne prétendez pas qu'elle n'existe pas.
- Ne minimisez pas l'insulte mais prenez-la au sérieux.
- Ne vous alignez pas sur l'auteur des faits et ne blâmez pas les personnes touchées par la discrimination.

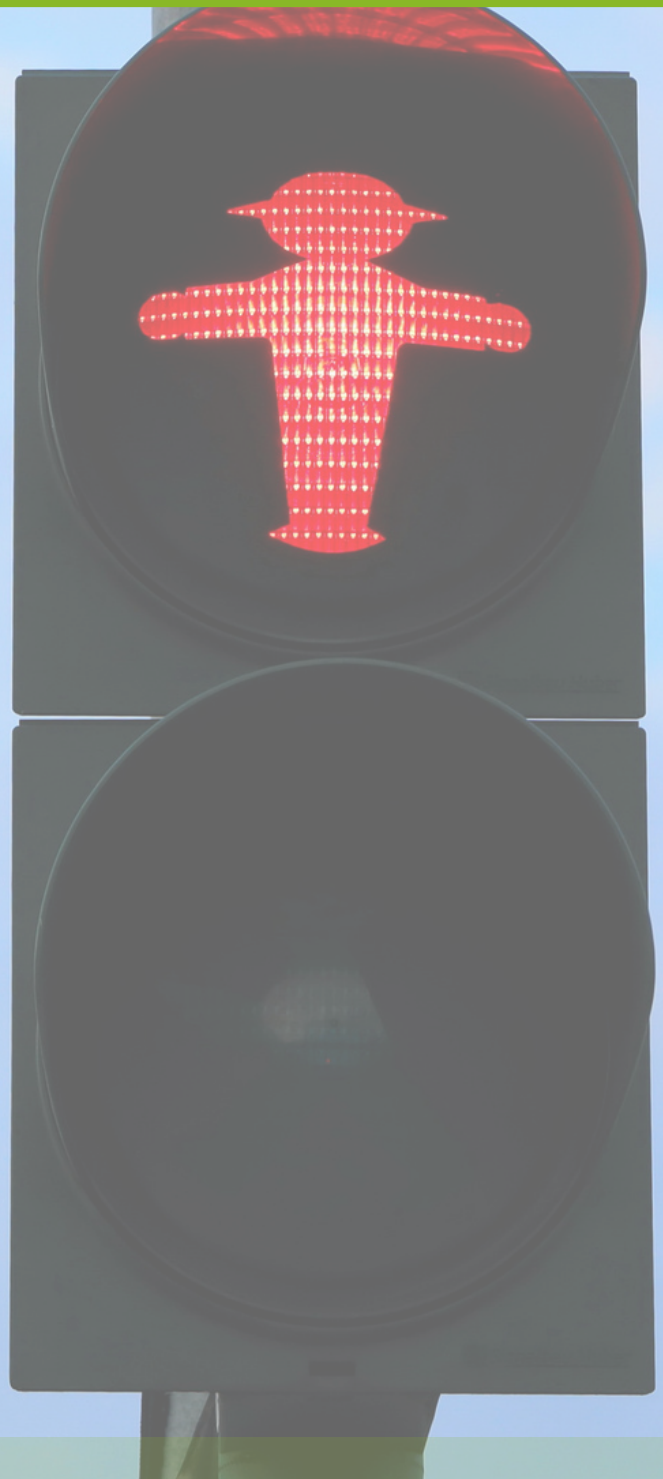


Photo by Mark König on Unsplash

Photo by sweetlouise on pixaby

Si vous êtes un ami, un membre de la famille, un collègue de travail, un camarade de classe ou le partenaire d'une personne qui subit des discours haineux, ne communiquez pas avec elle en utilisant des phrases comme:

"C'est juste sur internet, ce n'est pas sérieux."

"C'est de ta faute."

"Qu'est-ce que vous attendez quand vous sortez comme ça?"

En outre, n'obligez pas une personne ayant subi un discours de haine à expliquer et à prouver la discrimination.

V. Conclusions

Si vous êtes un fonctionnaire d'une institution et que vous avez affaire à une personne victime de discours haineux, traitez-la comme une personne victime d'un crime haineux. Même si elle ne présente pas de blessures physiques évidentes, cela ne signifie pas qu'elle ne souffre pas. Prenez-les au sérieux et traitez-les avec sensibilité.

Lorsqu'on les a interrogés au cours des entretiens sur les problèmes liés au soutien institutionnel, voici une liste des défaillances institutionnelles qui ont été mentionnées:

- La police ne veut pas aborder les problèmes des victimes, ne les prend pas au sérieux, minimise les expériences des victimes, parle avec des préjugés, accuse les victimes.
- Les agences pour l'emploi ne font rien lorsqu'une personne signale une discrimination lors d'une candidature à un emploi.
- Les écoles agissent comme des pompiers et éteignent les incendies au lieu d'adopter une approche préventive, informative et proactive.
- Les grandes institutions repoussent le problème sous le tapis en le signalant à une autorité supérieure sans en accepter la responsabilité.
- En général, les institutions ne se concentrent que sur les auteurs et ne prêtent pas attention à la personne attaquée ou risquant de l'être.

Photo by Scott Rodgerson on Unsplash

Annexe I. Recommandations de l'étude Art. 1 Midden Nederland en 2020

Rendre le signalement des discriminations plus accessible et moins contraignant

La recherche montre que les gens signalent rarement leurs expériences de discrimination. Afin d'accroître la volonté de signaler les cas de discrimination, il est important d'organiser une structure accessible, en particulier pour les musulmans plus âgés et moins éduqués. Ces personnes ne savent pas toujours qu'elles peuvent signaler leurs expériences et comment le faire. En outre, tout le monde n'a pas une bonne connaissance du numérique.

Pour y remédier, il peut être utile de laisser des formulaires de déclaration ou de signalement dans les bibliothèques, mosquées, églises, synagogues ou centres de rencontre. En cas d'illettrisme, des responsables ou des jeunes peuvent aider les personnes à remplir un tel formulaire. Pour les jeunes, il peut être utile de leur donner la possibilité de signaler une discrimination via les médias sociaux.

D'ailleurs, les personnes âgées et les personnes peu instruites ne sont pas les seules à ne pas être suffisamment conscientes de la possibilité de signaler un cas. Tout le monde ne sait pas que le signalement peut leur être utile en cas de discrimination. Il ne s'agit pas seulement d'enregistrer des rapports. C'est pourquoi il est important que les lieux de signalement deviennent plus visibles et que cela incite les gens à signaler. Les autorités publiques elles-mêmes peuvent également jouer un rôle à cet égard en fournissant des informations en ligne sur le site web concernant les possibilités de signaler une discrimination.

Une autre façon de rendre le signalement plus accessible est de mettre en place un point de contact spécifique pour les différents types de discrimination. Par exemple, des points de contact pour la discrimination à l'égard des musulmans. De cette manière, la langue utilisée, la communication, les symboles et les moyens peuvent être adaptés aux besoins du groupe cible ainsi qu'à ses problèmes et à sa situation spécifiques. Les témoins ont également la possibilité de faire un rapport. Cela pourrait être mieux connu.

Former les représentants des mosquées et des organisations auto-gérées

Il a également été mentionné que les organisations de lutte contre la discrimination pourraient former des ambassadeurs et des représentants de mosquées et d'organisations auto-gérées (telles que Blijf van mijn niqaab af, Al Amal) afin qu'ils soient mieux à même de reconnaître les actes discriminatoires tels que l'antisémitisme, l'homophobie, l'islamophobie, et d'accepter les plaintes, de les enregistrer et de les transmettre. Afin d'être en mesure de soutenir correctement les victimes hommes et femmes, il est important de former à la fois les hommes et les femmes. Les rapports peuvent être enregistrés de manière anonyme (selon les souhaits du rapporteur). Lorsque les rapporteurs souhaitent obtenir des informations, des conseils ou un soutien sur les prochaines étapes possibles, ils sont orientés vers un gestionnaire de plaintes expérimenté.

Photo by Campaign Creators on Unsplash

Faire en sorte que les gens comprennent mieux l'utilité des rapports

Une autre conclusion est que les gens ne signalent pas les cas de discrimination parce qu'ils estiment que cela ne vaut pas la peine de le faire. Il est indiqué qu'il pourrait donc être utile que les autorités publiques publient en ligne des exemples où il apparaît clairement que le signalement d'une discrimination peut avoir un effet et où, par exemple, les auteurs de la discrimination sont sanctionnés à la suite d'un signalement. Si les gens voient que le signalement de cette manière peut donner des résultats, la volonté de signaler les cas de discrimination peut augmenter.

Une autre considération à cet égard consiste à adapter ou à élargir l'objectif politique des rapports. Si les autorités publiques déclaraient explicitement que l'importance du signalement n'est pas (uniquement) de poursuivre en justice, mais (également) de comprendre dans quelle mesure les personnes sont victimes de discrimination, cela pourrait également accroître la volonté de signaler. Et si les gens signalent, assurez-vous, en tant que force de police ou agence de lutte contre la discrimination, que les résultats leur soient communiqués. Parfois, il n'y a pas de retour d'information, ce qui décourage et déçoit les gens et ne les invite pas à signaler en cas de récidive.

Soutenir les victimes de discrimination

La possibilité de dénoncer est importante, mais pas suffisante. Les victimes de discrimination doivent également être soutenues. Les recherches montrent que ces expériences ont un fort impact émotionnel sur les gens. Elles entraînent des sentiments de tristesse, d'impuissance et de colère, les personnes subissent du stress et sont limitées dans leur pleine participation à la société. Il est donc important qu'il y ait un soutien et une assistance (psychologique) pour que les victimes puissent avoir un aperçu de la manière dont elles peuvent faire face à la discrimination. La municipalité peut contribuer à accroître la résilience, l'autonomisation, la confiance en soi et l'affirmation de soi des personnes en investissant dans des cours de formation.

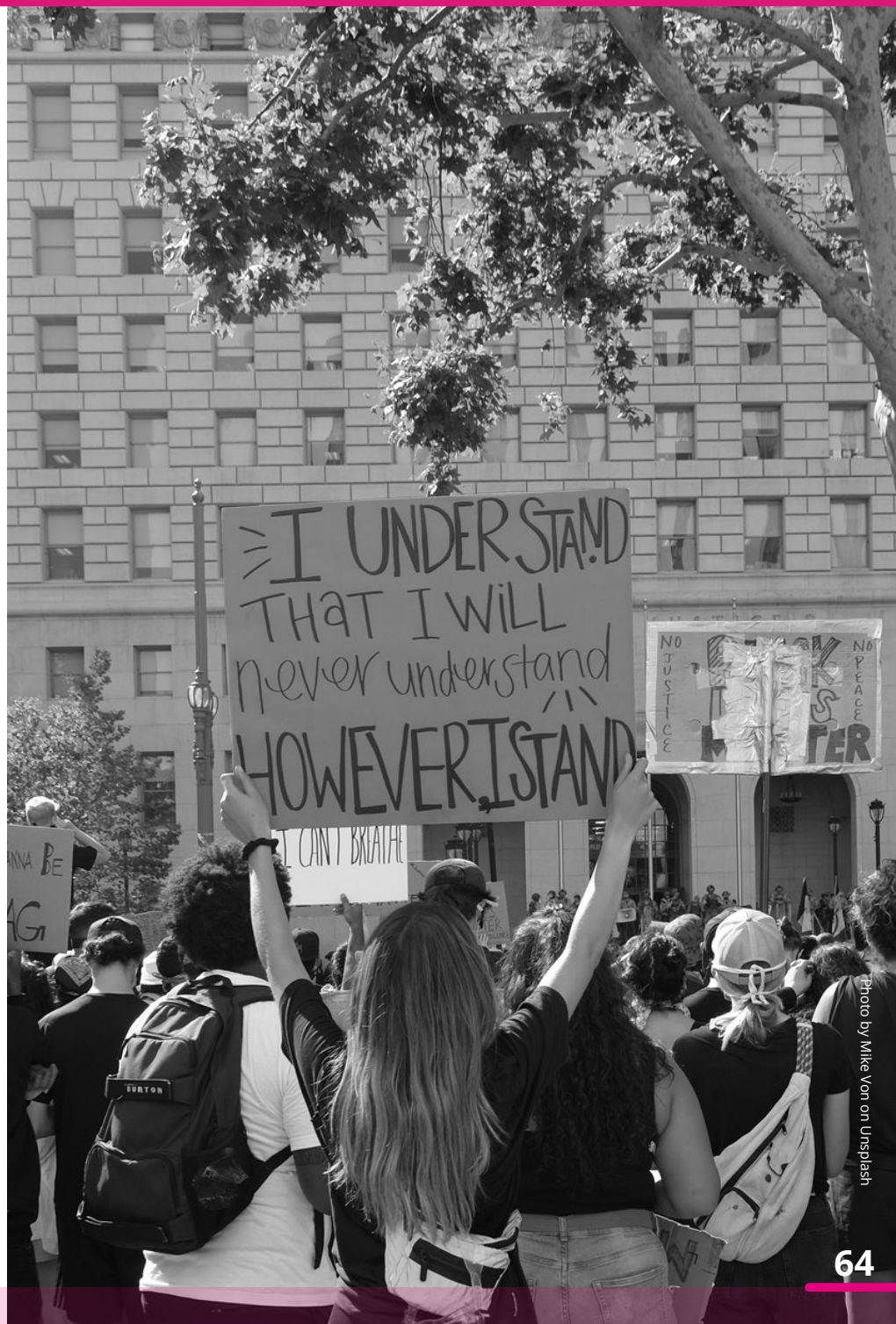


Photo by Mike Von on Unsplash

Donner le bon exemple en tant qu'autorité publique

Les personnes travaillant dans les administrations, dans les fonctions publiques et dans les bâtiments publics sont également victimes de discrimination. Il est donc important que les autorités publiques donnent le bon exemple en faisant toujours comprendre que la discrimination ne peut être tolérée.

Les pouvoirs publics pourraient également choisir de ne pas coopérer avec les entreprises connues pour être coupables de discrimination. Si le gouvernement ne fait pas de déclarations claires et ne se laisse pas entendre, il crée une image unilatérale et cela envoie également des signaux à la société. Par exemple, pour les musulmans, une certaine forme de reconnaissance est importante pour que les gens sentent que le gouvernement est là pour eux et ne les discrimine pas. Si la municipalité et les responsables politiques s'élèvent contre la discrimination à l'égard des musulmans, cela peut également avoir un effet puissant sur l'opinion publique.

Dans la lignée de ce qui précède, une représentation diversifiée dans la base de données du personnel de l'autorité publique est un moyen important de montrer que les groupes minoritaires font également partie de la société. Cela peut conforter l'image selon laquelle les minorités peuvent également accéder à des postes importants.
La communication gouvernementale pourrait également être plus inclusive. Cela vaut également pour les organismes de radiodiffusion. Ils reçoivent des fonds publics, mais selon les participants au focus group, ils ne touchent pas tous les groupes.

Travailler sur les perceptions positives des groupes minoritaires

L'image des groupes minoritaires est parfois négative. Cela explique en partie pourquoi les gens sont victimes de préjugés et de discrimination. C'est pourquoi il est nécessaire d'accorder plus d'attention aux histoires positives des fonctionnaires d'origine musulmane, juive ou surinamaise, par exemple. Ils peuvent servir de modèles qui ont réussi en dépit d'expériences peut être négatives. L'importance de communiquer sur ce que représente l'identité néerlandaise a également été mentionnée. Le "Néerlandais" n'est pas seulement une personne aux cheveux blonds et aux yeux bleus. Il est nécessaire de montrer que les personnes d'origine différente sont également néerlandaises afin de créer des liens entre les groupes. Il a également été mentionné qu'il existe des moyens très concrets de travailler sur une telle image, par exemple en rendant la diversité néerlandaise visible sur des affiches dans les villes et dans les abribus.

Rendre visible la coopération entre le gouvernement et les communautés minoritaires

La plupart des municipalités néerlandaises mènent de nombreuses actions positives en matière de dialogue avec divers groupes de musulmans et d'autres groupes minoritaires. Toutefois, ces dialogues se déroulent principalement en coulisses. Pendant ce temps, à l'avant-scène, le gouvernement mène une bataille juridique très active contre des personnes islamiques controversées. Les médias y accordent une attention disproportionnée. Le résultat est que les musulmans et les non-musulmans ont une certaine image du gouvernement et des musulmans. On a l'impression que c'est la seule priorité politique. Par conséquent, il est important de rendre plus visibles les partenariats établis avec les communautés musulmanes et leurs résultats.

Photo by Adi Goldstein on Unsplash

Lutter contre la polarisation entre les groupes

Organisez des rencontres et un dialogue entre les groupes de population pour lutter contre les tensions sociales et la polarisation. Facilitez, par exemple, les rencontres entre les élèves des écoles islamiques et catholiques. Impliquez les musulmans et les LGBTI non seulement dans les questions d'intégration et de sécurité, mais faites-les également participer à des discussions sur le monde des affaires, les modes de vie durable et sain, l'avenir du pays ou d'autres sujets. De cette manière, les gens peuvent prendre conscience que les musulmans et les non-musulmans ont également des intérêts et des défis communs.

Annexe II. Recommandations du rapport de la commission Jo Cox, 2017

Les points suivants sont ceux qui se reflètent également dans les résultats de la recherche documentaire et des entretiens de SDD.

Actions horizontales.

- Lancer des stratégies nationales globales pour lutter contre le discours de haine sous toutes ses formes, comprenant des plans d'action spécifiques pour combattre la discrimination à l'encontre de groupes individuels.
- Adopter une définition légalement reconnue du "discours de haine", basée sur la définition donnée par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) dans la recommandation n° 15, adoptée le 8 décembre 2015.

Améliorer la collecte des données et la connaissance des phénomènes.

- Surveiller les développements en cours dans le contexte socioculturel qui menacent d'engendrer des phénomènes de haine, des discours de haine et des crimes de haine, en recueillant des informations actualisées et pertinentes.
- S'assurer que la collecte des données est fondée sur les principes de vérification et de divulgation et qu'elle répond aux normes européennes communes.
- S'assurer que les instituts nationaux de statistiques documentent les phénomènes de haine.
- Étendre la collecte de données sur les crimes de haine au-delà du champ d'application de la justice pénale, et élargir les critères utilisés pour la définition de ce qui constitue un crime de haine.
- Reconnaître le sexisme comme un motif discriminatoire et une catégorie spécifique de discours de haine.

Actions réglementaires.

- Envisager la possibilité de prendre des mesures pour prévenir la radicalisation fondée sur la religion et l'extrémisme violent, afin d'éviter l'émergence de phénomènes de haine et de violence.
- Approuver des lois complètes sur la liberté de religion qui, en garantissant le respect de toutes les communautés religieuses, la liberté de culte et la dignité dans l'exercice des droits religieux, combattront la haine et la discrimination institutionnalisées tant au niveau national que local.
- Intégrer les discours de haine sexiste et homophobe aux lois sur la haine et la discrimination.

- Criminaliser les campagnes de haine (par exemple, les insultes publiques, la diffamation et les menaces) dirigées contre des personnes ou des groupes pour des motifs raciaux, linguistiques, religieux, nationalistes, ethniques, sexistes ou homophobes.

- Imposer des exigences d'autorégulation aux plateformes internet afin de retirer les discours de haine, d'empêcher les fake news de générer des bénéfices publicitaires et de se conformer au code de conduite convenu avec la Commission européenne en mai 2016.

- Adopter des règles contre les discours de haine sans porter atteinte à la liberté d'information sur internet ; envisager la possibilité de rendre les fournisseurs d'accès à internet et les plateformes de réseaux sociaux conjointement responsables devant la loi, et de les contraindre à retirer sans délai tout contenu signalé comme offensant par les utilisateurs.

- Vérifier rigoureusement l'adéquation des mesures prises par les fournisseurs de services Internet pour réglementer efficacement les comportements illicites.

Photo by Tingey Injury Law Firm on Unsplash

Initiatives politiques et institutionnelles.

- Promouvoir le sens des responsabilités des personnalités institutionnelles et politiques qui influencent le discours public et, en s'inspirant également des modifications apportées en décembre 2016 au règlement du Parlement européen, adopter des mécanismes de régulation pour supprimer les discours de haine.

- Veiller à ce que les principales personnalités politiques et publiques condamnent de manière inébranlable et résolue tous les épisodes de discours de haine et de discrimination.

- Sensibiliser les victimes de violence à leurs droits, y compris le droit à une indemnisation administrative, civile ou pénale, en lançant des campagnes d'information ciblées, en créant des bureaux d'assistance dans les bureaux d'aide sociale et les centres de santé, et en associant les écoles, les associations de la société civile et les organisations religieuses à la campagne.

- Promouvoir et étendre la collaboration internationale avec le mouvement "No Hate Speech" et l'Alliance parlementaire du Conseil de l'Europe contre l'intolérance et le racisme.

Initiatives culturelles et éducatives.

- Développer un système efficace de formation pour les enseignants et les éducateurs avec l'aide des associations de défense des droits civils et des droits des familles ; encourager la collaboration entre les différentes personnes et entités qui travaillent pour lutter contre la discrimination et les discours de haine, comme les instituts de recherche, les enseignants, le pouvoir judiciaire, les forces de l'ordre et les associations civiques.

- Approuver une nouvelle législation sur l'éducation et la citoyenneté en vue de favoriser le respect et l'ouverture entre les cultures et les religions, et de s'opposer à l'intolérance et à la haine.

- Renforcer l'éducation aux questions de genre dans les écoles afin de cultiver le respect des différences de sexe et d'orientation sexuelle.

- Élaborer des programmes d'enseignement pour l'étude des traditions religieuses, y compris leurs aspects historiques, sociaux, juridiques et culturels ; concevoir des programmes d'enseignement primaire, secondaire et supérieur pour lutter contre l'antisémitisme et le racisme, en commençant par la commémoration de la Shoah ; promouvoir l'éducation aux médias et à Internet et encourager les contre-récits qui s'opposent à l'antisémitisme, au déni de la Shoah et à l'islamophobie.

- Renforcer les programmes de formation interculturelle pour les personnes responsables de l'application des lois, les membres du système judiciaire et les organisations de la société civile.

Initiatives liées aux médias.

- S'opposer aux stéréotypes et au racisme en sensibilisant les médias, notamment en ligne, et en leur inculquant un sens des responsabilités afin de prévenir toutes les formes de discours de haine, notamment les informations sans fondement, fausses et diffamatoires.

- Obliger les principales plateformes de médias sociaux telles que Facebook, YouTube, Twitter, Instagram et Google à suivre le code de conduite de la Commission européenne sur la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne, les exhorter à agir avec transparence, efficacité et rapidité dans l'installation de filtres et de contrôles, et exiger qu'elles suppriment rapidement les contenus offensants et les incitations à la haine qui ont été signalés par des particuliers ou par des associations agissant pour la défense de particuliers.

- Exiger des plateformes de réseaux sociaux qu'elles mettent en place des bureaux dotés d'effectifs suffisants pour recevoir les plaintes et retirer rapidement les discours haineux, qu'elles activent une fonction d'alerte sur les pages web permettant aux utilisateurs de signaler ce type de contenu et qu'elles mettent en place des lignes d'assistance à cette même fin.

- Exiger des plates-formes internet qu'elles intègrent des systèmes d'alerte ou d'avertissement précoce efficaces pour informer les utilisateurs des éventuelles répercussions pénales de la propagation de discours haineux.

- Garantir le "droit à l'oubli" pour les personnes qui ont été lésées par des discours de haine.

- Soutenir et promouvoir les blogs et les militants "Non à la haine", ainsi que les publications qui proposent des contre-récits ou parrainent des campagnes d'information contre les discours de haine, en particulier s'ils font partie d'une organisation à but non lucratif, d'une école ou d'une université, notamment par l'attribution d'une certification "Non à la haine" délivrée par l'Alliance parlementaire du Conseil de l'Europe contre l'intolérance et le racisme.

- Exhorter les registres nationaux de journalistes et les syndicats de journalistes à faire respecter les normes professionnelles en investissant dans la formation et dans le statut contractuel des journalistes.

-

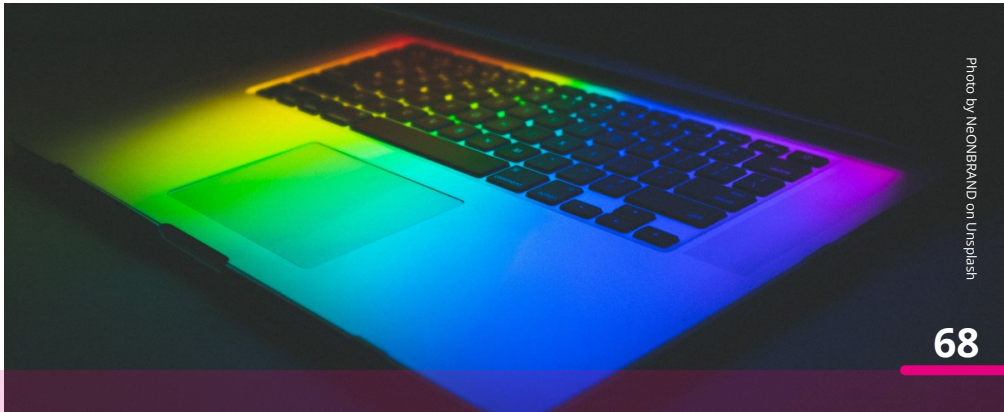


Photo by NeONBRAND on Unsplash

Copyright (c) 2023 Smart for Democracy and Diversity - Consortium

Cette publication est placée sous une licence internationale

Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 (8CC BY SA4.0).

sdd-game.eu

Smart
for Democracy
and Diversity